

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 28 AVRIL 1978 - N° 688

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Prix :
mars = + 0,9%
et ce n'est qu'un début...

0,9 % de hausse à l'indice officiel des prix pour le mois de mars, c'est ce qui vient d'être annoncé. Sans doute pire dans les mois qui viennent puisqu'au 1^{er} mai le train coûtera 15 % de plus, les timbres passeront à 1,20 F, le coup de téléphone à 47 centimes, les Gauloises à 2,30 F. Le charbon augmentera de 8,7 %, les tarifs EDF de 10 %... Nouvelle vague déjà annoncée pour juillet.

C'est au moment même où il décide ces augmentations énormes que Barre vient d'écrire aux syndicats, pour fixer les limites des négociations diverses qui doivent s'ouvrir ! Les réactions des dirigeants syndicaux, qui sortent tout juste de Matignon, ne sont pas trop inquiétantes pour lui. Edmond Maire propose de négocier un SMIG à 2 400 F d'ici... 2 ans, et critique les hausses, parce qu'il n'y a pas de «compensation sociale»... Et du côté de la direction CGT, l'heure est aussi aux négociations.

Face à cette première vague de l'offensive de Barre, pour les travailleurs il ne peut y avoir d'autre issue que la lutte !

Lire en page 3

GROSSIERE MANOEUVRE DE LA DIRECTION DU PCF

«TOUT VA TRES BIEN...»

A en croire la direction du PCF «Tout va très bien...» : «L'immense majorité des militants est d'accord avec la politique de la direction» écrit Andrieu dans l'Humanité de jeudi.

Les interrogations des militants du PCF sur le fonctionnement, la tactique suivie pendant la période électorale, sur la position vis-à-vis de

l'URSS et des pays de l'Est, les prises de position publiques contre la direction, la disparition de deux journaux : Paris Hebdo et Le Point du Jour pour la région Rhône Alpes, l'annulation de la fête annuelle de la fédération de Paris... Tout cela, à en croire Andrieu, serait de «vaines spéculations sur l'existence d'une profon-

de crise dans nos rangs» ; c'est sans doute pour cela que l'Humanité se croit encore obligée de s'en prendre au journal Le Monde et à quelques autres qui ont rendu compte des contradictions à l'intérieur du PCF...

Pour le reste, on retrouve les thèmes développés par la direction depuis le 19 mars : nous ne sommes pour rien dans l'échec de la gauche, c'est la faute du PS. Tout au plus est réaffirmée la «volonté du PC d'appliquer de façon créatrice les idées du 22^e congrès dans la voie du rassemblement des forces populaires pour construire un socialisme aux couleurs de la France».

Avant que le Comité central n'ait terminé ses travaux, la direction du PCF donnait le ton sous la plume de René Andrieu. Un tel article aurait pu être écrit bien avant cette réunion. Au moment où les interrogations et les remises en cause du fonctionnement du PCF se développent dans ses rangs, la direction vient confirmer à sa manière le fonctionnement du centralisme bureaucratique, et le mépris du PCF pour ses propres militants et les travailleurs. Une telle position ne peut que relancer les contradictions au sein du PCF.

Lire en page 2
notre série :
«Les contradictions du PCF»
Aujourd'hui :
«Les critiques d'Elleinstein»

Lire en page 10

TCHAD

L'AVEU DE GALLEY



Les soldats français participent aux combats

200 Français devaient arriver à Paris jeudi. Ils avaient quitté le pays par crainte de la colère du peuple tchadien contre l'intervention française. A l'Assemblée nationale, Galley a annoncé qu'il est «impensable» que les soldats français ne participent pas au combat.

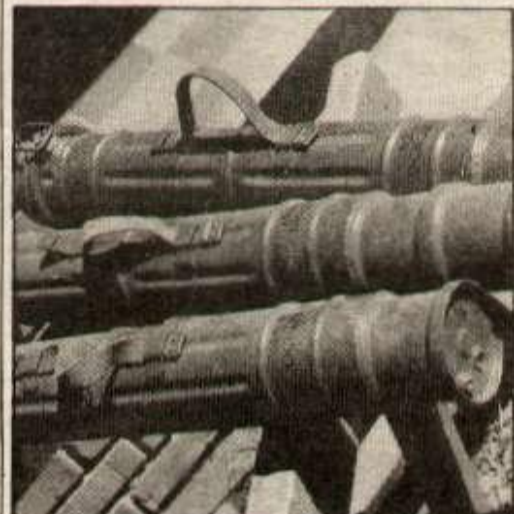
La guerre que se livrent le gouvernement

tchadien et le FROLINAT est un prétexte pour l'engagement de nouvelles troupes françaises. Pour le peuple tchadien, c'est l'aggravation de la répression, les opérations répétées des troupes coloniales, la menace pour l'indépendance.

ÉRYTHRÉE

Ce que préparent Moscou et la Havane

Le PCF «généré»



Porte-obus soviétiques récupérés par les maquisards érythréens.

Entretien avec Mohamed Aboubakr, représentant en Europe du Front de libération de l'Erythrée

Lire en page 12

Jacquet (Blanc Mesnil) : chiens, fusils et CFT contre les grévistes

Lire en page 5

C.N. de la CFDT

Rapport Maire : Un «recentrage» à droite

Négociations par branches, qualité de la vie, obtenir des résultats même petits, ne pas globaliser l'action, tels sont les thèmes proposés par Edmond Maire au Conseil National de la CFDT.

A un moment où la gauche n'a plus aucun projet politique susceptible de canaliser les luttes.

Où veut en venir la direction de la CFDT ?

Lire en page 5

Retour de Chine de la Délégation du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Lire le communiqué en page 3

Les contradictions au sein du PCF

LES CRITIQUES D'ELLEINSTEIN

● Les critiques adressées à la direction du PCF par ses militants brassent un grand nombre de problèmes. Ce qui est critiqué, contesté, attaqué, c'est l'absence de démocratie interne, c'est la campagne du «parti des pauvres», c'est l'absence de démarcation suffisante d'avec l'URSS, c'est la non-prise en compte des aspirations soulevées par les mouvements de masse écologistes ou de femmes, c'est la manière dont a été attaqué le PS, c'est le ridicule pendant la campagne électorale, c'est le «bilan» d'autosatisfaction tiré par le bureau politique juste après l'échec du 19 mars...

On sait que les discussions sont âpres dans l'ensemble des organisations du PCF, on sait que les contradictions se développent au sein même de l'appareil, notamment à travers la presse, on sait aussi que les divergences existent au sein même de

la direction...

Certaines prises de position publiques ont eu plus d'écho que d'autres, et des militants du PCF «se reconnaissent» mieux dans les propos de telle personnalité plutôt que dans les propos de telle autre. De ce point de vue, les articles de Jean Elleinstein, parus dans *Le Monde* des 13, 14 et 15 avril, de même que ceux d'Althusser qui paraissent en ce moment, suscitent études et commentaires dans un certain nombre d'organisations du PCF. Ce n'est pas un hasard si *Le Monde* a cru bon d'augmenter dans des proportions notables son tirage pour publier les articles d'Althusser : ces articles là sont lus dans le PCF. Il nous a paru nécessaire de faire le point sur les positions exprimées par Elleinstein d'abord, puis par Althusser.

Jean Elleinstein n'a pas perdu de temps pour exprimer ses critiques au lendemain de l'échec de la gauche, même s'il n'a pas voulu être parmi les premiers à contester. Ses attaques contre le Bureau politique portent sur quatre points :

— La polémique contre le PS a été mal menée, elle a révélé de la part de la direction des «séquences de stalinisme»

— A juste raison, le PCF a donné de lui l'image d'un parti où la démocratie ne fonctionnait pas à plein. Il faut donc en modifier le fonctionnement interne.

— La direction du PCF ne s'est pas assez démarquée de l'URSS, elle aurait dû parler d'«anti-modèle».

— Enfin, le thème de «faire payer les riches» n'était pas conforme aux thèses du 22^e congrès, et a éloigné des éléments des couches de cadres et d'ingénieurs.

Ces critiques sont à la fois vastes et directes, mais elles ne quittent pas le cadre révisionniste. Vastes, parce qu'elles concernent des interrogations qui sont communes à un nombre très important de militants du PCF. Directes, parce qu'elles s'adressent nominativement à la direction ; c'est la première fois qu'Elleinstein écrit aussi abruptement son «désaccord avec le Bureau politique». Malgré tout, il convient de replacer ces critiques ponctuelles dans le cadre des positions d'ensemble d'Elleinstein.

LE PS EST RESPONSABLE, MAIS...

En ce qui concerne le PS, Elleinstein se dit tout à fait d'accord avec le fait que ce soit le PS le principal responsable de l'échec. Il précise simplement que le PCF a aussi sa part de responsabilité. De même, ce n'est pas la polémique qu'il remet en cause, c'est la manière dont celle-ci a été menée. Ce n'est pas lui qui pourra nous expliquer d'où vient ce soudain «virage à droite» d'un parti qui en fait à toujours été au service de la bourgeoisie. Bien au



Le comité central du PCF se réunissait mercredi et jeudi. La conclusion de ses travaux : «Tout va très bien...».

contraire, aussi bien dans son livre *La République du Programme commun* que dans son intervention à la conférence nationale de janvier, il reprend à son compte la théorie du «virage du congrès de Nantes», de la transformation du PS après l'arrivée de technocrates du genre de Rocard, Attali, ou Delors...

Les attaques d'Elleinstein les plus virulentes, ne portent pas sur le projet politique, mais sur le fonctionnement interne au PCF. Dans le débat d'aujourd'hui, il fait des propositions précises : que le débat puisse se mener de façon publique dans la presse du PCF, que les opposants aient la parole officiellement lors des congrès, que le système des candidatures aux organismes dirigeants fasse en sorte que ce ne soit pas la direction sortante qui choisisse sa propre succession. Derrière ces propositions partielles, il y a une idée d'ensemble : que le PCF abandonne le «centralisme démocratique» ou du moins ce qui en fait office au sein du parti révisionniste. De ce point de vue, Elleinstein semble avoir

une certaine sympathie pour le PCE. Si le leader révisionniste espagnol a obtenu du congrès du PCE la suppression de la référence au marxisme-léninisme, Elleinstein se pose la question de savoir «ce qu'il faut penser aujourd'hui du léninisme». Répondant aux questions d'Ivan Levai sur *Europe 1*, il y a quelques jours, il a été jusqu'à se demander s'il ne serait pas juste de supprimer l'appellation de «Parti communiste», ce qui serait au fond d'une très grande logique. «Mais la base ne comprendrait pas...» a-t-il aussitôt ajouté...

L'URSS ANTI-MODELE, MAIS SOCIALISTE QUAND MEME

A propos de l'URSS, Elleinstein parle d'«anti-modèle». Ce qu'il veut signifier par là, ce n'est pas que l'URSS n'est pas un pays socialiste, c'est que le «socialisme» tel que le propose le PCF n'aura rien à voir avec ce qui se passe en URSS. Sur la nature du régime de Brejnev, Elleinstein estime qu'il y a la bas, «l'ordre socialiste», et que les «manquements» à la démocratie

seraient des scories «de la période stalinienne».

Enfin, en ce qui concerne les tentatives de rallier les couches de cadres et ingénieurs, Elleinstein s'en tient au 22^e congrès. Il s'est toujours félicité de ces appels, lui qui estime qu'il n'y a pas que la classe ouvrière qui n'a rien à perdre dans le socialisme, mais aussi «les couches moyennes salariées», et «certains agriculteurs».

Outre le fait qu'il apparaît comme une indéniable caution au PCF, de par l'image «ouverte», «libérale» et «indépendante» qu'il peut offrir, il est arrivé dans le passé qu'Elleinstein joue le rôle de «poisson-pilote» pour la direction. Son désir de voir supprimer la référence à la dictature du prolétariat, avant même le 22^e congrès, en est un exemple. La manière dont il traite des écologistes, du «gauchisme culturel» ou de l'autogestion dès l'automne 77 dans son livre sur la *République du Programme commun* en est un autre exemple. Il est bien évident pourtant que les contradictions qu'il entretient avec l'actuelle direction sur le fonctionnement



Qui est Elleinstein ?

Jean Elleinstein joue un rôle important au sein du PCF, et peut-être plus encore à l'extérieur. Adhérent au PCF depuis 1944, directeur-adjoint du Centre d'Études et de Recherche Marxiste, candidat à plusieurs reprises à des élections législatives, il a surtout exprimé ses positions au travers de plusieurs livres : «*Une histoire du phénomène stalinien*», publié en 75, et la même année un livre sur l'organisation et le fonctionnement du PCF, intitulé «*Le PC*» ; en 77, une «*Lettre ouverte aux Français sur la République du Programme commun*». Bien avant le 22^e congrès, il avait été le premier à «théoriser» et à proposer «l'abandon du concept de dictature du prolétariat» pour lui substituer celui de «stratégie démocratique tous azimuts». De la même manière, il avait exprimé, avant la décision de Marchais, son «opposition à la force de frappe».

du parti sont bien réelles puisqu'elles portent sur le type d'appareil que doit être le PCF.

L'INFLUENCE D'ELLEINSTEIN DANS LE PCF

Il est difficile aujourd'hui de vouloir apprécier l'influence d'Elleinstein au sein du PCF. Pourtant, ses textes sont lus, et beaucoup de militants notamment parmi les intellectuels, les approuvent. Le désir d'avoir plus de possibilités d'expression (car l'aspiration à la «démocratie» se résume parfois à cela), l'image repoussante de l'URSS, expliquent en partie cette inertie. Parfois, les partisans d'Elleinstein vont au delà de ses propos : ainsi ce journaliste de la *Marseillaise*, par ailleurs entièrement d'accord avec Elleinstein, mais

qui lui fait ce seul reproche de ne pas dire que l'URSS est «anti-socialiste». Ce n'est pourtant pas un

détail. En fait, les motivations politiques des partisans d'Elleinstein sont on ne peut plus variées : on trouvera parmi eux des éléments sociaux démocrates quelque peu égarés dans le PCF, des militants qui voudraient voir le PCF suivre la voie de Carrillo dans l'abandon du terme de marxisme-léninisme, des éléments qui voulaient avant tout que le PCF parvienne au pouvoir, ou des gens qui souhaitent avant tout que le PCF se démarque radicalement et définitivement de l'image repoussante de l'URSS. A l'inverse, ce qui les unit, qu'est-ce d'autre que le projet politique réaffirmé au 22^e congrès, et la volonté d'en découdre avec la direction actuelle.

Par Nicolas Duvallois

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

.....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.

75 924 Paris Cedex 19

Après l'incendie d'un bâtiment à Saint Denis

MOBILISATION DES HABITANTS

● Après avoir fait la Une des journaux, l'incendie d'un immeuble entier à St-Denis lundi reste la préoccupation de nombreux Dionysiens comme le prouve une réunion des habitants des Francs-Moisins qui a accueilli plusieurs dizaines de personnes. Si le relogement des familles sinistrées est en voie de résolution, le problème de ceux qui continuent d'habiter les autres immeubles de la cité reste entier.

Toute l'affaire de cette cité de transit remonte au mois de novembre 67, à la signature d'une convention tripartite Mairie-Sonacotra-État, à propos d'une «opération d'assainissement» ayant trait au bidonville des Francs-Moisins, à St Denis. Celui-ci regroupe alors plus de 1 000 familles portugaises. C'est dire son importance. Mais l'intention de la municipalité, tenue par le PCF, n'est pas de reloger tout le monde, seulement un tiers des gens concernés. Elle voudrait que les autres familles immigrées soient disséminées dans les autres communes de Seine St Denis et dans les départements limitrophes. Le PCF, on le sait, réclame une limitation du pourcentage de travailleurs immigrés vivant sur les communes qu'il administre.

LE PERMIS DE CONSTRUIRE ACCORDÉ PAR LA MAIRIE EN DÉCEMBRE 67

Le projet de construction d'une cité de transit prend corps. La ville de St Denis met à la disposition de la Sonacotra des terrains jusqu'en 1979. Et le 10 décembre 1967, la mairie délivre le permis de construire ces immeubles en carton pâte... La cité de transit «Leroy des Barres» est mise en service à

la fin de 1968. Ils est intéressant de souligner l'accord intervenu à ce moment là, entre tous les offices d'HLM concernés et la Sonacotra, ainsi que sa filiale, Logirep.

Celui-ci prévoyait que les organismes de logement procéderaient à des échanges de familles ! Les offices d'HLM s'engageaient à loger des travailleurs immigrés tandis que Logirep prendrait des Français. Avec ces procédés, les familles populaires ne sont traitées que comme du bétail...

Les années ont passé, on s'est installé dans le provisoire. Un immeuble en-

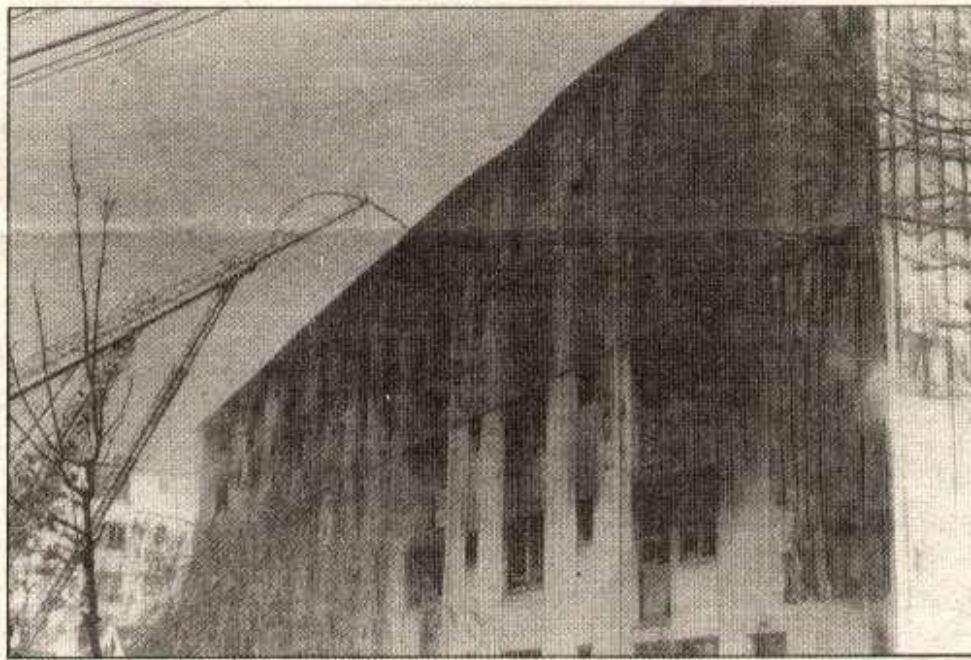
tier a brûlé. Bien sûr, le PCF s'est mobilisé pour participer au relogement des familles, instaurer une bourse aux vêtements, etc. Mais, il se saisit de cette affaire pour mettre en œuvre son projet, la dispersion des immigrés sur d'autres communes.

RÉUNION DES HABITANTS DES FRANCS-MOISINS

À l'appel de l'association des habitants des Francs-Moisins, une réunion examinait, mardi soir, les moyens de riposte après l'incendie. Un militant du PCF mettait en avant les différences de loyer importantes entre la cité de transit et les logements HLM qui, selon lui, empêcheraient le relogement à proximité de nombreuses familles. Une mère de famille sinistrée répondait : «On payait assez cher pour des appartements sans confort et sans

sécurité». À travers cet événement, la municipalité cherche à soigner son image de marque. Dans *L'Humanité*, on peut lire : «La mairie se dépense sans compter». A la réunion des habitants des Francs-Moisins, les militants du PCF visaient à orienter la discussion plutôt sur les problèmes matériels. Ils voulaient éviter le débat sur les moyens que les habitants se donnaient eux-mêmes pour engager la lutte contre tous les responsables. Une mairie qui jusqu'à présent prétend que c'est à la Sonacotra et à elle seule de se charger de la disparition de la cité de transit, une mairie qui ne donnait pas au relogement de tous les habitants de la cité Leroy des Barres une priorité absolue. Une telle mairie n'est pas aussi exemptée des responsabilités qu'elle veut le faire croire.

Marianne GIRARD



Hausse des prix LA PREMIERE VAGUE

● La première vague d'augmentations est lancée. Le prétexte de la vérité des prix coûte cher. On ne parle déjà plus beaucoup de l'indice des prix. Et pour cause, celui de mars annoncé officiellement demain sera de l'ordre de 1% et inaugure aux dires même des commentateurs officiels une valse des étiquettes qui devrait porter à 12% minimum la hausse des prix pour 1978. La politique de l'indice, c'était pour avant les élections. Désormais les faux arguments tombent. Les premiers prix touchés sont ceux des entreprises publiques.

Le prétexte à l'augmentation très forte des tarifs des entreprises publiques est de supprimer leur déficit, qui atteindrait la somme de 30 milliards en 1978. Somme qui est financée pour une large part grâce au budget.

Pour Barre, c'est inadmissible. Cela fait 30 milliards qu'il préférerait consacrer à la restructuration industrielle dont on parle tant aujourd'hui après l'annonce des multiples fermetures d'entreprises : textile, chantiers navals, sidérurgie, etc...

En effet, tout le monde s'accorde à reconnaître que la forte hausse des

tarifs publics ne procurera guère plus que 1 à 2 milliards supplémentaires pour les entreprises. On est loin du compte des 30 milliards.

D'où vient ce fameux déficit des entreprises publiques qui a doublé de 1973 à 1977 ?

Pour moitié, des subventions d'exploitation qui servent à financer les tarifs préférentiels dont profite très largement le patronat, qui paie son électricité et son kilomètre SNCF en-dessous du prix de revient.

Avec la hausse des prix publics, les quelques avantages acquis par les travail-

leurs — carte orange par exemple — seront rognés. Par contre, le patronat, lui, ne sera guère gêné pour récupérer ces hausses puisque dès le 1^{er} juillet les prix industriels seront libérés.

D'autre part, ce qui n'est pas dit c'est que la plus grosse augmentation du déficit des entreprises publiques provient du «concours de l'Etat au financement des investissements». Il augmente de 22% entre 1977 et 1978 alors que les premières subventions n'augmentent que de 4%.

Cette forte augmentation s'explique par les très gros investissements d'EDF pour son programme nucléaire. Sur les 30 milliards de francs que représentent ces investissements, 20 milliards servent directement ou indirectement au programme nucléaire de la bourgeoisie.

Avec cette vague de hausses, le pouvoir d'achat des travailleurs subit une attaque sans précédent.

Pour Barre, le relèvement des tarifs publics n'est qu'un premier pas dans la «nécessaire réorganisation des entreprises publiques», «dégraissage» d'effectifs par exemple. Mais surtout, il s'agit pour Barre d'ouvrir le chemin au patronat : celui-ci pourra, en effet, prendre prétexte du relèvement des tarifs publics pour s'engouffrer dès le 1^{er} juillet dans des augmentations de prix importantes.

On parle déjà de 12% d'augmentation officielle pour 1978. Décidément, Barre montre la couleur et a oublié bien vite les paroles de prudence d'autrefois sur les gros écarts entre les taux d'inflation français et allemand (4% prévus en 1978). C'est qu'en réalité la bourgeoisie française est décidée à jouer le tout pour le tout en profitant de sa victoire électorale. C'est le premier pas du programme de Blois.

Jean JOLIN

Retour de Chine de la délégation du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

À l'invitation du Comité Central du Parti Communiste Chinois, une délégation du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste, conduite par son secrétaire général Max Cluzot et comprenant notamment Charles Villac et Marc André, membres du secrétariat politique du Parti, a effectué dernièrement un séjour en République Populaire de Chine. La délégation vient de regagner la France. Elle a été accueillie à son retour par les membres du bureau politique en résidence à Paris.

L'Agence Chine Nouvelle indique : «Keng Piao, membre du Bureau Politique du Comité Central du Parti Communiste Chinois et chef du département de liaison internationale du C.C. du P.C.C., a rencontré cet après-midi la délégation du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste de France conduite par son Secrétaire général Cluzot. Il a eu une conversation cordiale et amicale avec elle.

À l'issue de l'entrevue, le camarade Keng Piao a offert un banquet en l'honneur de nos camarades français.

À ces occasions, on notait la présence de Feng Hsuan, membre du C.C. du P.C.C. et Chef adjoint du département de liaison internationale du C.C. du P.C.C.

La délégation avait visité Pékin, Yenan et Changhaï. Durant son séjour à Pékin, elle était allée au mémorial du grand dirigeant et éducateur, le Président Mao, pour lui rendre hommage.

La délégation regagnera sous peu son pays.

PETITION DES SOLDATS SUR LES TRANSPORTS : REPRESSION

60 jours d'arrêt pour le soldat Glaise, à la prison du 39^e R.I. de Rouen, après la signature massive de la pétition sur les transports et les permissions. Un autre soldat, Louvard, a été muté à Brive. A Belfort également, plusieurs soldats ont été arrêtés, et accusés d'avoir fait connaître à la presse un cas de méningite, et le peu de cas fait par la hiérarchie des dangers de contagion. Toujours à Belfort, arrestation du caporal Oger, pour avoir fait signer la pétition sur les transports. A Perpignan, arrestation d'un soldat du 24^e RIMA, André Fernandez sans que les causes précises soient connues.

UN SALE ACCORD DE PECHE

Le ministre marocain de l'Industrie et du Commerce est arrivé à Moscou pour y signer un accord de pêche, qui prévoit notamment le niveau des prises soviétiques dans les eaux marocaines. Selon les diplomates marocains cet accord signifierait une reconnaissance de fait de la souveraineté marocaine sur le Sahara en englobant les eaux territoriales sahraouies. Les Soviétiques sont en effet les auteurs des prises les plus importantes dans ces eaux très poissonneuses.

Devenue pour sa signature d'un accord de 30 ans sur les phosphates le premier partenaire économique du Maroc, l'URSS paraît de plus en plus soutenir les revendications marocaines sur le Sahara.

AFFAIRE HEIDI BOTTCHER

Le 21 mars 1978, vers 17 h, le gardien d'immeuble ayant alerté la police, un car de police-secours s'est chargé du transfert de Mme Heidi Kempe Böttcher sans qu'aucune blessure n'ait été constatée. Vers 22 h, celle-ci était retrouvée à l'hôpital Saint-Anne, brûlée au deuxième degré profond et au troisième degré, en particulier sur le sexe et l'abdomen. Le 30 mars 1978, alors qu'une plainte avait été déposée quarante-huit heures auparavant par la victime et que la presse s'était faite l'écho de cette affaire, la Préfecture de police publiait un communiqué qualifiant «d'insinuations inadmissibles pouvant donner lieu à des poursuites» toute affirmation pouvant mettre en cause l'action des services de police.

La Ligue des Droits de l'Homme, le Syndicat de la Magistrature, le Mouvement d'Action Judiciaire s'étonnent de la publication d'un tel communiqué qui par les menaces qu'il contient et le ton catégorique de ses affirmations, vise à exercer une pression inadmissible tant sur la presse que sur le déroulement de la justice. Les organisations soussignées ont décidé de suivre avec vigilance cette affaire et de mettre tout en œuvre pour que la lumière soit faite sur l'origine des tortures infligées à Mme Heidi Kempe Böttcher.

Communiqué du Syndicat de la Magistrature de la Ligue des Droits de l'Homme et du Mouvement d'Action Judiciaire

Althusser : suite...

Althusser poursuit sa série d'articles dans *Le Monde*, sur laquelle nous reviendrons après leur parution complète. Il met sur le tapis dans le numéro de jeudi ce qu'il appelle «l'idéologie : une caricature».

Son premier grief porte sur : «l'état lamentable de la théorie marxiste dans le parti communiste français». Rapidement, il en vient à attaquer «la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat», «fabriquée sur l'ordre de notre direction, par notre section économique (auprès du comité central), bien entendu épurée auparavant de ceux qui n'étaient pas d'accord».

Il reproche essentiellement deux choses à cette «théorie» : «l'Etat revêt tendanciellement une forme qui va le rendre utilisable pour le pouvoir populaire, donc plus question de le «détruire», et à l'horizon de ce raisonnement se profile déjà «l'abandon» de la dictature du prolétariat». Et «en face de cette «poignée de monopolistes», il y a la France entière victime des monopoles : ce qui est visé ici, c'est, pour Althusser, l'absence d'analyses de classes de la société française par le PCF.

Enfin, posant la question du «butoir» auquel se heurte le PCF depuis des années dans son influence électorale, Althusser l'attribue à l'image qui est celle du PCF dans les masses : «Ah ! le terrible mot de Georges Marchais : «les communistes français n'ont jamais porté la main sur les libertés... Mais les Français ont tous pensé : «pardis, ils n'ont jamais été en état de le faire». Le reproche s'adresse ici aux exclusions prononcées dans le passé du PCF, «vrais «procès de Moscou» en France, l'exécution finale en moins». Il conclut sur ce sujet que le PCF «n'a pas un mot pour rappeler, pour regretter ou pour réparer ces abominations dont sa direction était seule responsable».

Naturellement, il faudra bien, au terme de toutes ces critiques, en venir à proposer quelque chose. C'est ce qui devrait apparaître vendredi, sous le titre : «Une solution : sortir de la forteresse». Au vu de l'article précédent, il s'agira vraisemblablement pour Althusser de proposer un nouveau type de rapport avec les masses qui, selon lui, devrait permettre de redresser le PCF.

Les avertissements d'Andrieu

Mercredi dernier, à la une de *L'Humanité*, Andrieu, rédacteur en chef, prend la plume pour préparer les militants au résultat du comité central. Naturellement, il sacrifie à l'allusion, rituelle, au «vaste et utile débat qui se déroule dans toutes les organisations du parti». Mais c'est pour préciser aussitôt que «dès le lendemain du 20 mars, le bureau politique se livrait à une première analyse du résultat des élections». La conclusion s'impose rapidement : «Nous n'avons en ce qui nous concerne aucun doute sur la responsabilité que porte le parti socialiste» et «nous avons fait de louables efforts pour assurer le rassemblement et la victoire de la gauche».

Certes, on s'attendait bien que le débat ne serait pas ouvert — il ne peut pas l'être — sur le type de société que veut construire le PCF. Mais, même pour ceux des militants du PCF qui, sans aller si loin, espéraient pouvoir poser la question des zigzags tactiques de leur direction,

l'avertissement est donné d'avance.

Chemin faisant, Andrieu s'en prend, en apparence, au socialiste Estier, coupable d'avoir parlé du «double langage» du PCF pendant la campagne. La phrase d'Estier ayant été coupée, nous nous ferons un plaisir de la rétablir : «L'article de Louis Althusser définit d'une manière extrêmement claire — et va plus loin que nous ne l'avions été nous-mêmes — ce que nous avons appelé le double langage du parti communiste». En somme, ce n'est pas Estier qui est visé, c'est, à travers lui, Althusser lui-même. Celui-ci, lui-même, avait parlé d'un «tournant stratégique secret, non expliqué, mais tout au contraire camouflé sous la continuité de l'ancien langage». Afin que nul ne s'y méprenne, l'éditorial d'Andrieu est même titré : «Un seul langage». Tous les militants du PCF qui lisent *Le Monde* auront compris. Quant aux autres... ce «langage» sera resté «secret» pour eux.

38 tonnes de munitions pour le Tchad

Des appelés du 76^e RI (Vincennes) signalent que dans la nuit du 22 au 23 avril, l'armée a envoyé 38 tonnes de munitions dans un DC 8 affrété par UTA à destination du Tchad (cartouches 7.5 mm ; mines antichars et antipersonnelles ; grenades et obus de 89).

Des soldats du 76^e régiment d'infanterie ont servi de main-d'œuvre pour l'opération et monteront la garde, chargeurs approvisionnés. La nuit suivante, l'armée de l'air chargeait un autre avion.

PCF : 2 JOURNAUX DE MOINS PAS DE FETE A PARIS CETTE ANNEE

● Lundi, on apprenait que *Le Point du Jour* cessait sa parution. Mardi, c'était le tour de *Paris Hebdo* et le même jour quarante cinq mises à la retraite anticipées étaient annoncées au journal *La Marseillaise*. La section syndicale du *Point du Jour* surprise de la suspension de parution, le regretta dans un communiqué. Elle n'a pas été autorisée à le publier dans le dernier numéro. Ces bouleversements sont-ils à rattacher à la grave crise que traverse le PCF ?

Pour justifier «la suspension de parution» du *Point du Jour*, le communiqué rédigé par Leroy, Colpin et les trois secrétaires des fédérations insiste principalement sur les difficultés matérielles et financières que connaît tout journal d'opinion dans cette société. Il est vrai que *Le Point du Jour* avec deux à trois mille lecteurs quotidiens ne pouvait survivre longtemps. Jamais ce journal n'a été réellement pris en main par les militants du PCF. Certes, quelques cellules d'entreprises, lors de sa parution, le soutenaient bien à bout de bras, mais nul n'ignore que ce n'est pas suffisant pour un journal qui prétendait mettre en œuvre des moyens aussi importants.

UN ECHEC POLITIQUE

Avant tout, cependant *Le Point du Jour* est un échec politique. Le PCF voulait faire un journal qui tranche avec la grisaille quotidienne de *L'Humanité*, qui soit plus ouvert sur la vie, et dans lequel y compris des lecteurs proches du PS puissent se reconnaître. Seulement, manque de chance, le journal sort au mois de novembre au moment où la polémique avec le PS ne brille pas par sa délica-

tesse. La direction du *Point du Jour* fait alors le choix de joindre sa voix au concert de la polémique et il n'est pas rare qu'elle surpasse *L'Humanité* par la violence de ses attaques...

Les fédérations de la région Rhône-Alpes multiplient les communiqués et eux seuls ont droit de figurer dans ses colonnes. Le résultat ne se fait pas attendre, le nombre des lecteurs baisse, *L'Humanité* est plus lue entre St-Etienne et Grenoble que le *Point du Jour* ! On a pu parler de journalistes, écartés de *L'Humanité* pour adhésion insuffisante aux méandres de la ligne, se retrouvant dans le comité de rédaction.

L'ECHEC DE PARIS HEBDO

Le Point du Jour ne fut pas la seule tentative manquée «d'ouverture». Le journal *Paris Hebdo* voulait lui aussi être une expérience originale. Pendant la campagne des municipales, les appels du pied en direction des écologistes, s'y sont multipliés, des articles qui se voulaient non «sectaires» fleurissaient. Récemment, le compte-rendu d'une assemblée de section dans lequel le rapport Fiterman

Le conseil municipal PS d'Orléans ne veut plus financer le PCF

Les socialistes de Montargis (Loiret) ne veulent plus que des permanents du PCF émargent à son budget.

Ce qui se passe à Montargis se passe dans la plupart des municipalités contrôlées par le PCF. Le maire fit embaucher des gens qui sont soit des permanents politiques soit des permanents envoyés par la direction afin de contrôler la gestion municipale. Concernant Montargis, les conseillers socialistes déclarent à propos de ce nouvel embauché : «J.F. Lebach n'a jamais été vu à Montargis. Aucun service technique de la ville ne le connaît. Il n'apparaît pas au tableau des effectifs de la muni-

cipalité. Et pourtant, il perçoit un salaire qui lui est directement versé, depuis juillet 77, à son domicile dans la banlieue d'Orléans». Le maire prétend qu'il a été engagé pour répondre à la demande d'une autre mairie PCF celle de Gennevilliers qui cherchait quelqu'un pour entretenir une colonie de vacances dans la région.

Les élus socialistes, après avoir demandé la démission du maire ont quitté la séance du conseil municipal en précisant que ce serait un erreur d'y voir un problème politique...

Lebach est secrétaire de la section d'Orléans du PCF et membre du Comité Central.



Il y a 8 mois paraissait ce numéro 00. Ce journal n'aura pas survécu aux contradictions qui traversent actuellement le PCF.

avait été contesté y trouva une place... !

Pour justifier la disparition de l'hebdomadaire, le PCF met en avant des questions financières. Officiellement, la fédération de Paris met en avant le manque à gagner qu'entraînent quatre députés en moins. Des compressions de «permanents» sont aussi prévues ainsi que la suppression de la fête de la fédération de Paris. On voit bien l'intérêt qu'il peut y avoir à parler de baisse de nombre de permanents au moment où certains d'entre eux ne seraient plus disposés à avaler toutes les couleuvres. En revanche, on voit moins bien en quoi c'est réaliser une économie que de supprimer la fête de la fédération de Paris puisque celle-ci avait notamment pour fonction de rapporter de l'argent. Il est vrai que cette année, les participants auraient été certainement moins nombreux.

On le voit, le PCF avait

effectivement des difficultés financières tant avec *Paris Hebdo* qu'avec le *Point du Jour* mais il ne fait malgré tout pas de doute que les contradictions qui secouent le PCF depuis le 20 mars n'ont fait qu'accroître les choses. En voulant étouffer les désaccords politiques, le PCF en a d'ailleurs soulevé de nouveaux, puisque la section CGT des rédacteurs du *Point du Jour*, inquiète pour l'avenir de ses adhérents s'est vue refuser le droit de publier un communiqué dans le dernier numéro du *Point du Jour*. Marchais n'aime pas que l'on dénonce ses méthodes patronales. Des journalistes s'indignent notamment de ce qu'ils n'ont été prévenus de la situation du journal que lorsqu'on leur a annoncé la sortie du dernier numéro... En voulant régler certaines contradictions, le PCF en suscite d'autres...

François MARCHADIER

Le PS contre la bombe N

L'Internationale socialiste est réunie à Helsinki. Pontillon qui représente la France a notamment déclaré à propos de la bombe à neutrons : «L'initiative du Président américain (de suspendre la fabrication de la bombe N. NDLR) vaut plus qu'un coup de chapeau poli. Elle appelle une mesure égale de réciprocité et de paix, la détente et le désarmement ont tout à y gagner. Je ne sais pas, a-t-il dit, si la France possède effectivement la bombe à neutrons, mais il apparaît évident que son existence ou sa préparation impliquera quelque part une révision déchirante de la doctrine militaire héritée du gaullisme».

Par ailleurs, Pontillon s'est déclaré favorable à l'invitation faite par le soviétique Ponomarev à ce qu'une délégation de l'Internationale socialiste se rende à Moscou pour discuter du désarmement.

Conférence Nationale de la CFDT

Rapport Maire

UN «RECENTRAGE»
A DROITE

● En cette fin de semaine se tient le Conseil National de la CFDT, instance dirigeante du syndicat entre les congrès. Il réunira pendant 3 jours les représentants des fédérations et des régions. Cette fois, le rapport du Bureau National sera présenté par Edmond Maire. Le précédent l'avait été par Moreau et avait été repoussé par le Conseil National de janvier. Malgré cet échec, force est de constater que les grands thèmes du rapport Moreau sont de fait rentrés dans la vie depuis les élections, et le rapport Maire, qui se donne comme objectif de «recentrer» la pratique de la CFDT, s'inscrit dans la même logique. Celle d'attendre que le gouvernement Barre ait fait ses preuves, de chercher partout la négociation pour rassembler quelques résultats, de ne surtout pas globaliser l'action, et quoi qu'il en dise par ailleurs, de rechercher l'unité d'action avec FO pour faire pendant à la CGT. Un rapport qui se propose donc de légaliser une orientation inquiétante de la direction CFDT.

Sur le bilan des élections ce rapport n'apporte pas d'élément nouveau : feu sur le PCF et la CGT, dont le premier est accusé d'avoir «ruiné l'espérance», la deuxième d'avoir servi de masse de manœuvre au PCF. La direction CFDT escompte bien profiter de la situation délicate de l'un et de l'autre, après l'échec de la gauche, en enfonçant le clou. Rien d'étonnant à cela, d'autant que ça lui permet de ne pas trop s'étendre sur sa propre attitude, qui a bel et bien consisté à brider les luttes, et à «tout faire pour la victoire de la gauche», y compris à saluer comme positif l'accord du 13 mars, sur lequel on crache une semaine après...

«NE PAS
GLOBALISER...»

Sur la définition des tâches de la période, l'idée qui est martelée à longueur de rapport, c'est qu'il ne faut surtout pas globaliser l'action, mais au contraire, rester au plus près possible des revendications multiples, sur les lieux où elles s'expriment. La raison invoquée ? C'est que tout ce qui est national à trop tendance à être politique, ou récupéré par les partis politiques, autrement dit par le PCF. C'est une façon un peu rapide de tirer le bilan des dizaines de journées d'action qu'on a connues ces dernières années, et qui, il est vrai, n'ont strictement rien donné.

PRIORITÉ
AUX NÉGOCIATIONS

En fait, toute la priorité est donnée aux négociations, à partir de l'analyse suivante : «Nous devons avoir à l'esprit les possibilités et les limites que nous rencontrerons. Au rang des possibilités, citons :

— Le rapport de forces amélioré exprimé dans l'action passée et concrétisé le 12 mars par la volonté populaire qui s'est exprimée.

— Les promesses de la majorité et la volonté de Giscard d'Estaing de donner un peu de consistance à ses réformes comme à son ouverture au centre gauche.

— Le souhait d'une partie du patronat de diminuer la tension dans les entreprises et de ne pas se heurter de front avec les travailleurs qui ont voté à gauche...»

Ainsi, ce qu'on nous propose explicitement, c'est de contraindre le gouvernement à mettre en application toute une série de rapports officiels comme le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise. Par contre, pour ce qui est du SMIC à 2 400 F, voilà ce qu'on nous propose : «Il est possible d'avancer comme proposition le SMIC à 2 400 F, en francs constants, dont on négocie les étapes avec le gouvernement et le patronat, pour atteindre l'objectif en 1 ou 2 ans...»

UNE RECONTRE
INQUIÉTANTE

«La majorité a senti le vent du boulet ; elle a été amenée pendant la campagne à faire un certain nombre de promesses qui reprennent partiellement certaines propositions syndicales». Bien sûr, il existe des projets, qui «reprennent» par certains côtés les propositions de la direction CFDT : cette question de négociations par branches, par région, en est une, précisément. Mais qui ne verrait pas le danger de division que comporte cette optique ? Et si la bourgeoisie en place y a pensé, c'est bien parce qu'elle sait qu'il faudra lâcher des miettes, et qu'il

vaut mieux les lâcher intelligemment, à quelques uns, de façon à diviser.

Des résultats, voilà ce que la direction CFDT réclame : «Ce qui compte pour donner de la valeur à un résultat, ce n'est pas forcément son ampleur ou sa globalité, mais c'est le fait que pour les hommes et les femmes concernés, il soit significatif d'une atténuation de l'exploitation, de la domination, d'un changement concret de la qualité du travail et de la vie. Cette volonté d'obtenir des résultats doit nous conduire à les mettre en valeur, à partir du moment où ils sont la conséquence d'une pression syndicale et même s'ils viennent de décisions unilatérales du patronat».

Des résultats, mais les quels ? Pour qui ? N'a-t-on pas entendu Maire, dimanche dernier, au club de la presse, se plaindre que FO ait obtenu des «résultats», précisément, en négociant seule des contrats que la majorité des travailleurs a refusés, et que la CFDT a critiqués, à juste titre ?

OU VEUT EN VENIR
LA DIRECTION CFDT

Où veut donc en venir la direction CFDT ? En fait, elle ne s'en cache pas vraiment. Maire explique que s'il n'y a pas de négociations, on risque de se retrouver devant une sorte de nouveau Mai 68, d'autant plus qu'on se trouve aujourd'hui dans une situation où la gauche du Programme commun n'a plus de projet, et où les partis de la gauche n'ont pas de propositions à faire aux travailleurs. Devant ce vide, cette absence de débouché politique des partis de gauche, la direction CFDT a donc fait le choix de faire attendre, d'émettre les luttes au maximum, d'empêcher tout mouvement d'ensemble dans les mois qui viennent. De fait, elle se propose de rentrer tout à fait dans le jeu du gouvernement, qui ne s'y trompe pas. Il peut augmenter les prix de 10-15 %, le jour même Edmond Maire répète : 3 mois pour faire ses preuves ! Pour les travailleurs, c'est inadmissible, et, malgré les difficultés à entrer en lutte dans cette situation de blocage de la part de la confédération, c'est bien la seule voie qui leur reste.

Monique CHÉRAN

Boulangerie Jacquet (Blanc Mesnil)

CHIENS, FUSILS ET CFT
CONTRE
LES TRAVAILLEURS

● Un travailleur sénégalais de la boulangerie biscotterie industrielle Jacquet Duroi (à Blanc Mesnil dans la région parisienne) a été transporté mercredi dans un hôpital de la région parisienne, pour blessures.

Un camion de cette entreprise roulant à grande vitesse, a foncé sur lui, le projetant six mètres plus loin contre un pont, alors qu'il était sur le trottoir extérieur des locaux.

Depuis huit jours, à Blanc Mesnil, (deux jours à Bezons), un commando de l'ex CFT, avec fusils automatiques et chiens policiers, occupe les locaux !

Les produits Jacquet allant du pain grillé, aux croissants, en passant par les brioches, sont relativement connus. Ce qui l'est beaucoup moins, ce sont les conditions dans lesquelles sont fabriqués ces produits. Dans cette société, où travaillent en majorité des immigrés dont beaucoup de femmes (60 % au Blanc Mesnil, 70 % à Bezons) les horaires hebdomadaires de 45 voire de 48 heures ne sont pas rares. On travaille couramment le samedi, les jours fériés (jusqu'au 1^{er} mai affirmait des ouvriers) payés en jours normaux. Même régime pour les heures supplémentaires quand, bien sûr le service

comptabilité n'a pas «omis» de l'inscrire sur les feuilles de paye, ce qui arrive fréquemment.

Et quand un travailleur fait remarquer ce genre «d'anomalie», le chef d'équipe l'envoie chez le comptable qui l'envoie lui-même vers le chef d'équipe...

Mais les ouvriers de Blanc Mesnil, le 12 avril, ont refusé d'être obligés de faire ces heures supplémentaires, à cause de leur salaire de misère (1 772 F brut pour un nouvel embauché). Ils se sont mis en grève et leurs camarades de Bezons et de Marseille les ont suivis, dimanche et lundi dernier. Ils exigent les 2 400 F de

salaire minimum, le retour aux 40 h de travail sans perte de salaire, 2 jours de repos consécutifs, la 5^e semaine de congés payés, 1/2 heure de pause pour les repas (ils ont actuellement 1/4 d'heure).

Les grévistes exigent enfin le respect des droits syndicaux : chez Jacquet, au Blanc Mesnil, il est dangereux, ne serait-ce que de manifester un quelconque intérêt pour la section syndicale CGT. Tout est fait pour en dissuader les travailleurs et si par malheur, ils n'en tiennent pas compte, ce sont les mutations, déclassements. La recherche du local syndical réclamé par les militants CGT est «en cours» depuis longtemps...

LA DIRECTION PRÉFÈRE
LA CFT

Face à la lutte du Blanc Mesnil, elle a commencé par répondre par des agressions contre les travailleurs.

Tout a commencé il y a quelques jours : des camions de l'entreprise fonçaient sur les ouvriers massés devant le portail en enbusculant violemment plusieurs. Un travailleur a les doigts écrasés, un autre est blessé à l'épaule.

C'est le directeur des ventes, affirme la CGT, qui a donné l'ordre aux chauffeurs de foncer, le directeur technique disant «allez-y, vous pouvez y aller, ce ne sont que des immigrés», et ouvrant une porte qui retenait son chien, il dira : «Toi aussi tu peux t'amuser».

Des chiens, depuis, ont été amenés par un commando, dirigé par le sieur Cohen, lui-même haut responsable U.F.T. (Union Française des Travailleurs), (branche de l'ex CFT).

Cohen, en compagnie de ses hommes, a investi l'usine et est muni depuis ce jour d'un talkie-walkie à longue portée, le reliant... à l'usine Citroën toute proche. Selon la CGT, il a affirmé qu'une équipe de «gars» de Citroën était prête à intervenir, en cas de besoin... Et Cohen est bien protégé, des travailleurs affirment qu'il est escorté à ses sorties d'usine, par des renseignements généraux.

Face à ces agressions, de nombreux travailleurs grévistes des usines de Bezons, Marseille et Blanc Mesnil ont manifesté devant l'usine de cette dernière ville, face aux hommes de la CFT, mercredi soir. Ils ont affirmé leur volonté de continuer leur mouvement jusqu'à satisfaction des revendications bien décidés à faire échec aux commandos patronaux.

Occupation contre
trois fermetures

Les 160 ouvriers de la société textile Caimant, à Cornimont, dans les Vosges, continuent leur mouvement engagé depuis le mois de janvier contre la fermeture de leurs locaux de travail. Décision identique pour les travailleurs métallurgistes de l'entreprise l'Havanat à Saint-Bris des Bois (Charente Maritime) qui occupent leurs locaux de travail pour obtenir la réouverture, et pour ceux de l'entreprise Alland, à Montpellier qui s'opposent à 450 licenciements.

Thomson (Malakoff) :
3 mois et demi
de débrayages
contre les cadences

Bientôt trois mois et demi de débrayages pour les ouvrières de la Thomson, à Malakoff dans la région parisienne. Les grévistes refusent les cadences infernales auxquelles elles sont soumises. Quand le rythme de travail et le volume de production voulus par la direction ne sont pas atteints, ce sont les amendes pouvant aller jusqu'à 400 F qui tombent !

Borel (Gare du Nord) :
65 jours de lutte

65 jours de lutte pour 50 employés du Wimpy et du self service de la gare du Nord, à Paris. Les grévistes exigent 200 F d'augmentation uniforme, deux jours de repos hebdomadaire consécutifs, 15 % du service pour les serveurs Wimpy ainsi que divers aménagements concernant les repas et les transports. Les locaux sont occupés de jour comme de nuit.

Hospitaliers

MALGRE LES MENACES,
LE MOUVEMENT S'ETEND

● C'est en regrettant que le conflit des hôpitaux, pourtant commencé depuis 2 mois, n'ait pas eu la primeur de la presse, que les responsables syndicaux CGT et CFDT du secteur de la Santé ont entamé leur conférence de presse mercredi matin. Mais les journalistes auraient quant à eux relevé la tenue tardive de cette conférence de presse, la première depuis le début du mouvement, tenue «unitairement» par la CGT et la CFDT avec la participation de 2 représentants des confédérations.

La situation du personnel des hôpitaux fut décrite : traitements ridiculement bas, assortis de primes et compléments de salaires attribués de manière complexe, conditions de travail se dégradant sans cesse du fait du manque d'effectifs. (cf. encart).

C'est pour toutes ces raisons que les hospitaliers mènent des luttes depuis plusieurs années et que cette fois des hôpitaux sont en grève depuis près de deux mois et demi comme par exemple à Romorantin. La cas de Romorantin fut d'ailleurs cité pour être le seul à s'être mis en grève avant les élections, car voyez-vous, «beaucoup attendaient l'échéance électorale... (sourire entendu de la tribune)».

Ceci est manifestement inexact, plusieurs hôpitaux de la région centre s'étant mobilisés dès le début du mois de mars, en dépit des sirènes de l'attentisme : Blois, Vendôme, Pithiviers,

Orléans... Et si aujourd'hui quelques uns parmi les plus anciens dans les luttes ont dû suspendre le mouvement, se proposant toutefois de le continuer sous d'autres formes d'action, c'est pour une large part à cause de l'isolement, du manque de soutien et d'information apporté par les fédérations syndicales. Car la lutte est difficile pour les hospitaliers. La direction peut adopter deux attitudes : la répression tous azimuts, comme à Brest où le directeur menace de ne pas payer les salaires, de poursuivre en justice les employés des services administratifs qui bloquent les fiches des malades et prend prétexte des agissements d'un commando de provocateurs, venu détruire une nuit les cassettes-radio destinées à distraire les malades qui découlerait de l'atmosphère entretenue par les syndicats ! Même attitude répressive de la direction à Caen, Marseille, Vendôme,

Orléans où la direction irait jusqu'à retenir un mois de salaire entier. L'administration s'appuie sur une circulaire de Chirac sur le «service fait» dans la Fonction publique qui permet par exemple de retirer une journée de salaire pour avoir fait la grève une demi-heure. Dans d'autres hôpitaux, la direction adopte une autre attitude, admettant le bien fondé des revendications mais incitant les grévistes à se tourner vers la préfecture et la DDASS, qui elle-même prétend n'y rien pouvoir, et renvoie aux ministères de la Santé et des Finances qui eux-mêmes n'en finissent pas de se renvoyer la balle...

**POUR GAGNER,
IL FAUT CONSTRUIRE
UN RAPPORT
DE FORCE SOLIDE**

L'intransigeance du gouvernement face aux revendications des travailleurs n'est plus à démontrer. Pour en venir à bout, la construction d'un véritable rapport de forces, passant par une coordination des hôpitaux en lutte et la mobilisation de ceux qui ne le sont pas, est réclamée depuis longtemps par nombre d'hospitaliers qui avaient nettement mis



en cause les fédérations syndicales lors de la manifestation du 11 avril à Paris. Cet appel, les fédérations syndicales sont bien forcées d'en tenir compte (il est vrai que plusieurs sections d'hôpitaux leur avaient adressé lettres et motions à ce sujet) : la fédération CGT réunissait, mercredi, ses militants pour «examiner la situation et déboucher sur des propositions». Jeudi, une réunion unitaire des fédérations CFDT et CGT doit se tenir pour lancer un appel national à l'action, selon des formes différentes suivant les endroits : débrayages, pétitions, délégations aux DDASS, grève... Jeudi, doivent également avoir lieu des journées d'action, départementales ou régionales : dans la région centre, la Seine Saint-Denis, la Seine Maritime, vendredi, dans la région Provence Côte d'Azur.

En tous cas, si aujourd'hui le mouvement semble s'étendre, ce n'est pas comme voulait le démontrer la responsable confédérale de la CGT en conclusion parce que «la bonne volonté gouvernementale à discuter tarde à se concrétiser» et que les travailleurs déçus dans leurs espérances de voir aboutir de fructueuses négociations entre les syndicats et le gouvernement, se décideraient en désespoir de cause à lutter. Ces luttes, commencées pour certaines bien avant les élections, montrent le refus des hospitaliers d'accepter plus longtemps des conditions de travail intenable et préjudiciables pour les malades. Et si

elles se sont étendues, elles, à se tenir au courant, c'est parce que bien des sections ont commencé à prendre contact entre

Catherine MÉGEVAND

Salaires
et conditions de travail

Le secteur de la Santé emploie 800 000 agents dont 70 % appartiennent aux catégories C et D et ont un niveau de salaire extrêmement bas. Plus de 150 000 travailleurs de la Santé publique gagnent moins de 2 500 F et ils sont 80 000 dans le secteur privé. En province, le personnel ne bénéficie pas d'une prime de treize heures supplémentaires payées, octroyées au personnel de la région parisienne, ces primes représentant 8,21% d'augmentation du salaire.

Les conditions de travail

Lors de la conférence de presse, la volonté du gouvernement de ne pas augmenter les effectifs et les répercussions que cela entraîne au niveau aussi bien du personnel que des malades, ont été largement démontrées. «Toute augmentation de personnel devra répondre à des nécessités absolues. Toute dérogation ne sera accordée qu'après des triples filtrages des contrôles comme le stipulent des récentes circulaires ministérielles. L'organisation du travail renforce les cadences, la pénibilité. Elle se traduit par des risques accrus de maladies professionnelles, d'accidents du travail. L'hépatite virale, la tuberculose (qui ne sont pas toujours reconnues comme maladies professionnelles), les accidents de la maternité, les dépressions nerveuses, les tentatives de suicide, sont autant de faits signalés qui exigent la prise de mesures immédiates, ceci ayant une répercussion sur les conditions d'hospitalisation des malades». Deux exemples ont été donnés à l'appui : à l'hôpital hospice d'Ivry, il n'y a le soir qu'une personne pour coucher 600 vieillards et certains debout depuis six heures le matin, ne sont au lit qu'à minuit. A Paris, une infirmière atteinte d'une infection par staphylocoques Dorée s'est vue refuser le placement en maladie professionnelle du fait de la contagion, alors que celle-ci est évidente, les mesures d'hygiène étant parfois difficiles à observer. Les syndicats réclament donc la création de 85 000 postes dans le secteur public et de 52 000 dans le secteur privé, ainsi que la semaine de travail à 35 heures et six semaines de congés payés.

ARCT (Roanne)

APRES LA «SUSPENSION»
DU MOUVEMENT

Les objectifs assignés par les syndicats à la lutte menée aux A.R.C.T. de Roanne étaient suffisamment ambigus pour qu'on s'en inquiète ! «Défendre la machine outil», «Refuser le bradage de l'industrie nationale»... ce n'est pas ainsi que la mobilisation peut prendre un réel essor et sous-tendre une action dure du genre occupation. Le triste sort de Caze-neuve, Teppaz ou Amtec est là pour nous en convaincre.

Ainsi l'annonce de la «suspension» de l'occupation des trois usines de Roanne par la CFDT, la CGT et les cadres CGT de l'U.G.I.C.T n'a rien de surprenant, malheureusement... L'assemblée tenue mardi dernier n'a pu que convenir que les objectifs syndicaux étaient atteints : la table avec le ministre de l'Industrie sur l'avenir des A.R.C.T. la réunion du comité inter-

ministériel d'aménagement des structures industrielles (C.I.A.S.I.), pour débloquent des compensations financières et un «plan social pour le personnel A.R.C.T.». En effet, comme l'annonçait Pierrot Souchon (responsable CGT du comité d'entreprise, membre influent de la section PCF des A.R.C.T.) «La direction ASA A.R.C.T. a accepté le maintien du plan de réintégration des licenciés de la crise précédente, l'octroi d'une prime de 500 F, le maintien des entreprises filiales menacées dans le groupe». Ce sur quoi par contre, il a moins insisté, c'est que tout dépend de l'accord du C.I.A.S.I. et qu'il faudra... rattraper la production correspondante à huit jours d'occupation ! Il est facile lorsque l'on gomme cela, de crier «aux succès des deux opérations lancées à Paris et R.P.T. Laise» et de terminer démagogiquement sur

un «salut» à l'action et l'attitude exemplaire des travailleurs des A.R.C.T. lors de l'occupation. A qui à ce moment sont allés les applaudissements ? Aux grandes manœuvres syndicales ou plutôt à cet hommage à une combativité ouvrière qui reste intacte pour défendre l'emploi aux A.R.C.T. ?

Car toutes les menaces restent entières et la direction (qui va faire récupérer la production) peut se frotter les mains... Alors à quand la prochaine étape de cette lutte en dents de scie qui dure déjà depuis quatre ans ? Défendre «l'image de marque des A.R.C.T.» comme le veut l'U.G.I.C.T. CGT, ce n'est pas défendre l'emploi des travailleurs et aucune garantie n'est réunie pour l'avenir qui les préoccupe toujours.

Correspondant

Échappement libre à Issy-les-Moulineaux

SUR ORDRE DE CHIRAC, UNE USINE D'INCINÉRATION REJETTE SES DÉCHETS SANS FILTRE

«Personne ne parle de nous, aucun journal, aucune «personnalité» politique. Et pourtant, nous sommes peut-être la commune la plus polluée de France», Monsieur M., habitant d'Issy les Moulineaux est devant l'usine de la TIRU où sont traités 25 % des ordures et déchets ramassés dans la région parisienne. Quatre petites cheminées crachent sans discontinuer. Un peu plus loin, il montre

UN «ACCIDENT» QUI AURAIT PU TUER

Une nuit de décembre 77, la tempête faisait rage dans la région parisienne. Brusquement, l'une des deux cheminées de la TIRU (Transformation Inter-régionale des Résidus Urbains) vacille. Cinquante mètres de briques s'écras-

sent. Par miracle, alors que l'usine fonctionne en continu, aucun ouvrier n'est touché. Par miracle, les gros transformateurs situés sous les cheminées sont épargnés. Ils auraient pu provoquer un incendie gigantesque.

Du coup, on vérifie l'état de l'autre cheminée. Les ingénieurs «découvrent»

la SCR, société chimique des routes. Inutile de se renseigner pour connaître sa production. L'odeur du goudron qui imprègne ses alentours — une école et un stade — suffit. Le problème de la pollution n'est pas nouveau à Issy les Moulineaux. Plaintes et pétitions se sont succédées. Mais cette fois, la mesure est dépassée : l'usine d'incinération d'ordures ne filtre même plus ses rejets !

qu'elle est aussi branlante que la première, et qu'il faut l'abattre. L'incinération est évidemment arrêtée, et les ordures sont chargées par pleins bateaux pour être traitées dans les autres usines de la région parisienne, ce qui provoque une surcharge de travail insupportable pour les ouvriers. Gérée

par l'EDF, l'usine dépend en fait de la mairie de Paris qui en est le maître d'œuvre. C'est donc de Chirac que vient l'ordre de reconstruire immédiatement des cheminées provisoires, plutôt que d'embaucher du personnel pour charger les bateaux, en attendant la construction de véritables cheminées. Car les nouvel-



Issy-les-Moulineaux : l'usine de la TIRU (incinération d'ordures).

les, mises en place dans des délais record, sont bien plus basses que les anciennes, et ne comportent pas les mêmes dispositifs de filtrage, déjà insuffisants sur les anciennes. «D'ici un an, les cheminées seront reconstruites», a promis Chirac. «Pendant un an, s'il tient ses promesses, nous respirerons ces saloperies qui encrassent une vitre en quelques jours. Et après, nous continuerons à respirer les autres !» répondent les habitants d'Issy.

envoie ses vapeurs de goudron». Les parents d'élèves se sont mobilisés. Irritations continues de la gorge, rhinites, maux de gorge, ganglions enflés sont trop fréquents chez les enfants. «Il faut entendre les médecins nous «conseiller», explique la mère d'un élève, j'en ai vu deux pour ma fille qui a de la peine à respirer. Il m'a conseillé d'aller habiter ailleurs. C'est lui qui nous trouvera logement et travail peut-être ?»

La SERI rénove rue de la Mare

130 PERSONNES A LA RUE ?

130 personnes risquent de se faire expulser dimanche 30 avril, les locataires du 40 rue de la Mare (Paris 20^e) ont en effet reçu leur préavis le 30 mars... la société SERI veut y construire des appartements de rapport...

Belleville, un de ces quartiers populaires de Paris, avec ces rues encore pavées, qui montent... Un quartier animé, avec quelques petites entreprises qui tournent encore, des petits commerces, un quartier qui a du mal à conserver son aspect populaire face aux multiples agressions des promoteurs... La rue de la Mare ne semble pouvoir y échapper. Au numéro 40, une façade un peu «rétro» coincée entre une école et un petit commerce, une façade ni laide, ni belle, qui donne un certain cachet à cette rue. Derrière ce premier immeuble, deux autres, puis une série de petits «pavillons» enfilade...

Des habitations qui manquent d'entretien, qui pourraient être, avec peu de travaux, améliorées. Mais les propriétaires ne le voient pas de cet oeil, préférant vendre et réaliser ainsi une opération financière juteuse ; mais certainement moins que celle que la SERI projette, en construisant ici des immeubles de standing, dans un quartier qui sera prochainement entièrement

renové, pour les plus grands profits des promoteurs.

La SERI, pour décourager les locataires, a mis au point une méthode qui consiste à les faire reculer... les locataires du premier immeuble sont «installés» au fur et à mesure du découragement des autres habitants qui s'en vont, dans le deuxième bâtiment, cassant les portes des appartements ainsi libérés, pour empêcher tout squatt. Puis l'opération se renouvelle pour le deuxième bâtiment, les locataires devant loger dans le troisième... Les habitants du 40 semblent désespérés, la grande majorité étant immigrés, hésitent à riposter face aux pressions qui pèsent sur eux, notamment l'expulsion (du territoire)... Aucune proposition de relogement ne leur a été faite, ni par la mairie du 20^e, ni par la SERI évidemment...

Les locataires du 40 seront-ils jetés à la rue ? Et cette ancienne qui habite ici depuis 1936, sera-t-elle déracinée de ce «quartier» dans le quartier auquel elle demeure très attachée, qui représente une part importante dans sa vie ?

La soif de profits, il est vrai, ne s'est jamais manifestée par un quelconque humanisme.

Pierre CHÂTEL



Les occupants de la rue Asseline seront-ils expulsés ?

Les occupants du 4 rue Asseline à Paris 4^e passent en justice pour leur troisième référé-délai depuis le début de leur occupation. Ils se sont mis en association loi 1901, et participent à l'animation du quartier. Si leur délai est rejeté, il est évident que l'expulsion interviendrait rapidement... Le procès a lieu vendredi, à 14 h, salle des référés au Palais de justice.

LES MÉDECINS : «ALLEZ HABITER AILLEURS...»

A cinquante mètres de l'usine, sept cents postiers travaillent dans un centre de tri. Leur foyer est contigu. Quand le vent souffle du Nord-Ouest, les fumées de la TIRU empestent le centre. «On ne peut pas dire qu'on voit la fumée, mais on la sent. Une odeur infecte, qui reste sur les vêtements. Dès que je suis arrivé ici, j'ai compris que l'air était dégueulasse : au bout de quinze jours, ma voiture était recouverte d'une crasse jaunâtre et grasse. Je n'ai pas pu complètement nettoyer la vitre arrière. Et dans les poumons qu'est-ce que cela doit être !» explique un postier. A l'école Jules Ferry, elle aussi dans le champ d'action de la TIRU, les instituteurs notent de fréquents maux de gorge, intestinaux en particulier, chez les enfants. «On a voulu mettre ça sur le dos de la cantine, explique de directeur. Les analyses ont montré que la cantine était tout à fait saine. Alors d'où viennent ces maux de gorge ? D'où viennent les difficultés respiratoires d'une institutrice qui, avant de venir ici, n'avait jamais pris de congé maladie ? Il suffit de venir dans la cour de l'école pour répondre. Quand ce n'est pas la TIRU, qui nous empeste, c'est la SNR, qui nous

UNE BONNE AFFAIRE EN COURS ?

Les atteintes à la santé sont très vivement ressenties. D'autant plus que les goudrons rejetés par la SNR, qui contiennent du benzopyrène, sont fortement cancérigènes. Un arrêté préfectoral a bien enjoint à l'entreprise de disposer des installations anti-pollution. Chiffon de papier pour la SNR qui s'est contentée de nettoyer ses cheminées. Elle propose maintenant à la mairie, de racheter ses terrains, dans le but, paraît-il, de démanteler l'usine en banlieue, loin des empêcheurs de polluer. Or, curieusement, depuis qu'il est question de cette transaction, on ne parle plus de l'arrêté préfectoral, et la mairie, qui trouve de bon ton de lancer une pétition contre la pollution de la TIRU — programme municipal oblige — ne mentionne plus jamais la SNR parmi les sources de pollution. Les patrons de la SNR ont du trouver le langage qu'il fallait.

A quelques kilomètres du ministère de l'Environnement, une usine crache une épaisse fumée nocive sans le moindre filtrage, une autre rejette des produits cancérigènes en dépit d'arrêtés préfectoraux, pratiquant l'odieuse chantage à l'emploi. En commençant à s'organiser, les habitants d'Issy pourraient bien provoquer quelques remous.

Éric BREHAT

INFORMATIONS GENERALES

Marée noire



Dans le port de Brest, on décharge les 13 000 tonnes d'algues mazoutées du Sovereign Star (cargo norvégien), après l'avoir chargé, de peur que mal arrimé il coule comme l'Henriette Bravo.

TROP DE DECHETS MAIS PLUS AUCUN VOLONTAIRE

«La pollution paraît maintenant stabilisée». Alors que près de la moitié de la cargaison de L'Amoco Cadiz flotte en surface ou entre deux eaux ça et là en mer, cette phrase de M. Lefèvre, responsable du plan Polmar, vient allonger le bêtisier politique de la marée noire.

Pourtant les problèmes sont loin d'être résolus : au centre, celui des déchets. Ce ne sont plus 230 000 tonnes dont il s'agit aujourd'hui mais de 1 milliard trois cents mille tonnes de déchets pollués donc polluants : algues, sable, galets mazoutés, etc. Des déchets difficiles à traiter et à stocker. Le cargo *Trioux* a commencé à décharger sa cargaison. Son équipage a refusé de céder au refus

de la mairie de La Rochelle et de repartir avec sa cargaison. Dans le port de St Nazaire, une fosse est creusée pour accueillir le sable mazouté. Le sable sera réchauffé dans des citernes spéciales pour séparer le mazout du sable. Le déchargement durerait longtemps : entre 1 et 3 mois. Par ailleurs les commerçants et hôteliers craignent de voir fondre les subsideurs revenus que leur procurent habituellement les touristes l'été. Les taux de réservations pour l'été 78 atteignent à peine 55 % des locations proposées et les «désistements» sont de l'ordre de 10 %. Devant le Conseil Economique et Social, H. Didou, représentant de la CFDT des pêcheurs a

demandé que l'Etat finance une campagne de publicité massive en faveur des produits bretons et du tourisme en Bretagne. Sur les plages, le nettoyage marque le pas : il n'y a plus que 450 bénévoles et l'appel lancé aux volontaires bretons s'avère être un large échec, confirmant la réticence des Bretons à faire les frais de la dépollution après avoir payé ceux de la pollution.

Pierre PUJOL

La lutte contre la marée noire

AVEC LES JEUNES DE SAINT-BRIEUC

Ils étaient plusieurs jeunes à être réunis, à St-Brieuc, avec l'UCJR, pour faire le point sur la lutte anti marée noire dans leur ville. Plusieurs lycéens du lycée technique E. Renan, un jeune apprenti et un jeune de Lannion. Ils retracent leur expérience encore brève mais déjà instructive, de la lutte contre la marée noire et des obstacles mis par la gauche : «Au démarrage, c'était bien. Dans la rue, des jeunes, des ouvriers côte à côte, cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu ça ici. Mais les mots d'ordre lancés par les directions syndicales étaient peu repris, leur discours ne proposait rien, à part voter à gauche au 2^e tour !

Tout le monde a crié «grève générale» mais la manif s'est terminée sans rien.

«Les directions syndicales ont appelé à la manif du 1^{er} avril, mais elles n'ont pas préparé la manif dans les usines».

«Entre les deux manif il n'y a eu aucun travail de fait pour mobiliser les travailleurs».

Les jeunes de Saint-Brieuc ont rejoint le comité anti marée noire qui s'est créé. Tracts en main, avec panneaux, ils se sont adressés aux autres lycéens, à la population, sur les marchés. Mais leur action trop limitée malgré tout à la jeunesse — à cause des freins mis à la mobilisation ouvrière — court le risque de s'essouffler. «Le mouvement s'essouffle un peu faute de perspectives sur Renan. Ce qu'il faudrait faire aujourd'hui, c'est faire que le comité fonctionne vraiment, qu'il informe et discute sur la société, l'énergie, sur tous ces problèmes».

«Il doit rester autonome par rapport aux partis de la gauche. Si des adhérents de ces partis veulent venir au comité, ils le peuvent ; s'ils proposent des actions, on discutera de ce qu'ils proposent aussi !».

Les questions et les remarques vont et viennent dans cette réunion. Oui, les travailleurs sont nécessaires pour avancer, mais cela fait longtemps que les

travailleurs ont été laissés sans perspectives d'action à cause des élections : «La plus grosse manif qu'on a vue ici, c'était le 7 octobre 76 contre le plan Barre et depuis il n'y a rien eu !».

Les travailleurs ne se sont pas mobilisés en grand nombre en dehors des directions syndicales sur la marée noire, c'est vrai. Mais pour autant ils étaient nombreux à être révoltés, à vouloir «marquer le coup». Cela ils le savent par leurs parents qui sont souvent ouvriers, par les discussions qu'ils ont eues sur les marchés avec des travailleurs : la colère était générale : «Non, ce n'est pas vrai de raconter que les ouvriers ne veulent rien faire !».

A Saint-Brieuc, le souvenir du Joint Français est très présent. Ces jeunes croient tous à la possibilité d'élargir l'action. Un jeune propose même d'aller voir les syndicats. Il précise : «Ce qui est important surtout, c'est les syndiqués, la base. Il faut réfléchir, discuter avec elle car elle voit bien que la société est pourrie !».

Correspondant UCJR

Provocation policière à la Goutte d'Or

Diffuser, sur le marché du Bd de la Chapelle (18^e) des tracts appelant à un spectacle d'animation pour enfants, ceux qui n'ont pas pu partir en vacances (et ils sont nombreux sur le quartier), organisé par le théâtre des Bouffes du Nord, cela peut attirer des ennuis.

En effet, le mercredi 19 avril, 12 h, un adulte et six enfants de «l'atelier d'enfants du 18^e» furent empêchés par la police de distribuer ces tracts, et l'adulte fut amené au poste de police (pendant 30 mn) pour contrôle d'identité et dresser une contravention, le motif : «Gêne la circulation des piétons...»; en laissant les

enfants (5 à 10 ans) seuls sur les lieux ; en vérité, c'est parce qu'il s'est amorcé un début de discussion avec des femmes accompagnées d'enfants.

Il est vrai, aussi, que le diffuseur était immigré, et en cette période, tout est prétexte aux «forces de l'ordre», pour exercer, contre eux, intimidation, humiliation, provocation et répression.

Ce geste de provocation, comme tant d'autres que subissent tous les jours les immigrés (quadrillage, tabassage), amène les associations de quartier à réagir et à rester vigilantes.

Correspondant Paris

Manifestation des écoles normales (Paris)

VERS LA FIN DU MOUVEMENT ?

Les élèves instituteurs étaient dans les rues de Paris, ce mercredi, quelques milliers pour appuyer leurs revendications. La manifestation devait arriver aux abords du ministère de l'Education nationale, mais la délégation syndicale qui devait présenter la plateforme revendicative, n'a pas été reçue.

La mobilisation a donc été suivie assez largement, mais sur des bases qui restent floues, reflétant les courants qui traversent la lutte. Ainsi le mot d'ordre «Contre le chômage, la répression, la sélection : un emploi pour tous, tous titulaires !», largement repris par de nombreux inorganisés, devenait : «Un poste pour tous, tous titulaires, les parents avec nous», dans les rangs des organisations syndicales.

D'un côté des normaliens qui ne se contentent pas de revendiquer un poste à la fin de leurs études, mais qui veulent approfondir la réflexion sur l'enseignement, la formation qui sont donnés dans les Ecoles Normales, mettre à jour leur caractère de



classe, et ainsi entamer un projet sur ce que pourrait être un enseignement et une école qui soient en prise sur la réalité, au service des travailleurs.

Mais les directions syndicales, largement investies par les partis de «gauche» et les trotskistes, ne l'entendent pas de cette oreille, et limitent le mouvement à des revendications proches du corporatisme, refusent d'attaquer les privilèges des professeurs des E.N. Rien n'est actuellement proposé aux élèves instituteurs qui veulent voir aboutir leurs revendications, rien d'autre que des

coordinations nationales pour proposer d'autres coordinations, ou des grèves de 24 h (une prévue

pour le 27)... essouffant le mouvement. Ainsi les syndicats n'ont pas répondu à la proposition de boycott du CFEN (diplôme de fin d'études) qui doit avoir lieu prochainement, en refusant de mobiliser les profs sur cette question, ils participent ainsi à l'arrêt du mouvement, facilitant la répression sur les normaliens combattifs, laissant les mains libres au pouvoir dans son projet de suppression des E.N.

«A l'école, comme ailleurs, le pouvoir aux travailleurs», encore faudra-t-il définir ce que pourra être le pouvoir des travailleurs...

Procès du normalien d'Aix

1 500 personnes sont venues manifester leur solidarité avec le normalien inculpé à Aix le 30 mars, malgré les souhaits émis pour reculer la manifestation nationale de Paris, et ainsi permettre une riposte plus large face à ce nouvel acte arbitraire. Lors du procès, l'inculpation pour «rébellion» a été rejetée, seule était retenue celle d'«insulte à agent» et une amende de 50 francs, mais les frais du procès s'élèvent à 1 500 francs.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Première «grève de la circulation» à Paris

POUR DES TRANSPORTS AU SERVICE DES USAGERS

Des embouteillages à Paris, aux heures de pointe il y en a souvent, comme dans bien d'autres agglomérations. Celui de Place d'Italie, dans le 13^e arrondissement, mercredi après-midi avait pourtant une particularité exceptionnelle : il était volontaire. C'est le moyen spectaculaire qu'ont choisi quatre associations Paris-Écologie 13^e, et Paris Écologie 14^e, les Amis de la Terre et enfin Association Combat Transports qui était à l'initiative de l'action pour dénoncer la politique des transports à Paris :

17 h 30, Place d'Italie. La circulation est «normale», c'est-à-dire que ça n'avance pas vite mais enfin «ça roule». Sur un petit square des militants des associations organisatrices de la première «grève de la circulation» dans Paris même distribuent des tracts autour d'un panneau expliquant les buts de l'action. Pour «créer des conditions telles que la grande majorité des habitants et travailleurs des villes n'aient plus ni envie ni besoin de se servir de l'automobile» et «offrir une solution de rechange basée sur quatre modes de déplacements fondamentaux : la marche, le vélo, les transports collectifs, les transports semi-collectifs, voitures de location, etc.». L'Association Combat-Transport demande six mesures initiales :

1) — priorité à l'autobus tout le long de son parcours

2) — fonctionnement de toutes les lignes d'autobus 7 jours sur 7, aux heures et fréquences du métro.

3) — aménagement des véhicules pour les rendre accessibles aux handicapés, voitures d'enfants et bagages,

4) — restitution aux piétons de l'intégrité des trottoirs et contre allées,

5) — abandon de tous les projets de radiales auto-routières sur Paris et dans Paris : A 14, A 15, voie express rive gauche,

6) — gratuité des transports publics urbains.

Une douzaine de militants à vélo ou en voiture commencent à tourner lentement sur la place. Quelques minutes de freinage de la circulation, de retards mis à démarrer au niveau des feux, suffisent. L'em-

plus de trois heures perdues chaque semaine par un millier de personnes dans les embouteillages, une vitesse moyenne des autobus inférieure à 50 km/h, l'impossibilité, vu le danger, de rouler à vélo, l'envahissement des trottoirs et des rues par la voiture. Pour les travailleurs, cette politique signifie des heures supplémentaires rognées sur le temps de loisirs, une fatigue accrue par l'entassement dans le métro ou les bus.



Des embouteillages pas comme les autres.

bouteillage commencé au niveau du boulevard de l'Hôpital se généralise rapidement à l'ensemble de la place. Tandis que les flics, présents massivement, interviennent, nous rejoignons Jean Macheras, président de l'Association Combat-Transport, au volant d'une voiture qu'il fait avancer au pas. «Nous avons décidé cette action spectaculaire parce qu'à notre avis il n'y avait plus rien d'autre à faire. Pendant des années, les lettres, les pétitions se sont multipliées. Le projet de radiale Vercingétorix a été abandonné grâce à la mobilisation. Mais le plan de circulation de Paris demeure pour l'essentiel : rocades, parkings, feux synchronisés qui tendent à «adapter Paris à l'automobile» et à augmenter à terme l'asphyxie générale. Le dernier exemple, c'est le refus par le Conseil de

Paris d'accorder 5 kilomètres d'autobus sur les 16 que demandait la RATP».

Des coups de klaxon manifestent l'impatience de certains. «Bien sûr, créer un embouteillage cela a un côté impopulaire. Mais d'une part nous expliquons notre action par des tracts et surtout sur les millions d'heures d'embouteillages dus à la politique des transports ce qui se passe aujourd'hui n'est qu'une goutte d'eau. Les vrais responsables ce sont la Préfecture, le Conseil de Paris, et le gouvernement : sa politique ne sert pas les intérêts des usagers mais ceux des constructeurs automobiles, des sociétés

pétrolières, des sociétés travaillant pour les Ponts et Chaussées. Nous avons prévenu le Préfet de notre action et de celles qui suivront : sa seule réponse c'est l'envoi des flics».

Deux gros cars de flics tournent eux aussi sur la place. L'un d'eux n'hésite pas à monter sur un trottoir. Au bout d'une demi-heure, les cyclistes sont arrêtés et les flics dressent un procès-verbal. «Nous allons continuer. Mercredi 10 mai on recommence, Porte d'Orléans, jusqu'à ce qu'on nous entende enfin». Il est 18 h 30, l'embouteillage se résorbe lentement.

Claude ANCHER

Italie : «Bruits divers»

APRES LES DÉCLARATIONS DE KURT WALDHEIM

A Rome, alors que les fausses alertes, «informant» que Moro a été «exécuté», puis qu'il a été «libéré», se multiplient, un nouvel attentat a eu lieu mercredi matin, revendiqué par «les Brigades Rouges» : le dirigeant démocrate-chrétien Mechelli Girolamo, a été grièvement blessé aux jambes par six coups de revolver. C'est au moins le 6^e attentat commis ainsi en pleine rue depuis l'enlèvement d'Aldo Moro. Mais, c'est surtout diverses prises de positions, au cours des dernières 48 heures, dont celle du secrétaire général de l'ONU, qui suscitent en Italie le plus de commentaires.

«La poursuite de la détention d'Aldo Moro peut seulement desservir vos objectifs, quels qu'ils soient» a déclaré Kurt Waldheim s'adressant aux «B.R.», en soulignant que la libération de Moro serait «un geste qui serait applaudi par tous ceux qui consacrent leur vie à la recherche d'un monde où

régne une meilleure justice et un meilleur bien-être social...»

Cette déclaration, accueillie favorablement par le socialiste Guiso, avocat des «Brigades rouges», a trouvé une correspondance dans les déclarations du Parti socialiste italien (PSI) demandant, par la voie de

son éditeur (journal *Avanti!*), Bettino Craxi, «d'évaluer s'il existe la possibilité d'une initiative autonome qui soit fondée sur la raison humanitaire et située dans le cadre des lois républicaines». Une déclaration commune PSI - Démocratie chrétienne, allant un peu dans le même sens, semble indiquer qu'au sein de la DC certains pourraient profiter des diverses déclarations pour «mollir» et admettre certaines négociations avec les ravisseurs d'Aldo Moro. Toutefois, les plus hostiles aux négociations dans la Démocratie chrétienne s'appuient sur la fermeté «à tout crin» du PCI dont ils craignent d'ailleurs qu'à cette occasion il

ne tire les marrons du feu.

La PCI profite bien en effet de la situation et il n'a pas hésité ces derniers jours, pour le 35^e anniversaire de la libération de l'Italie, à propager dans des meetings et des manifestations l'idée selon laquelle défendre aujourd'hui l'Etat bourgeois italien corrompu, c'est continuer les traditions de lutte des partisans anti-fascistes durant la Deuxième Guerre Mondiale.

Un thème que des milliers de manifestants, notamment à Rome, notaient scandaient : «Ni terrorisme d'Etat, ni Brigades rouges !», ont tenu à dénoncer.

Apt : devant le tribunal, pour avoir hébergé son neveu... allemand !

Elizabeth Vermeil passait jeudi devant le tribunal d'Apt (dans le Vaucluse), pour avoir hébergé pendant plus de 48 heures un étranger, sans prévenir la police ! La loi à laquelle il est fait appel date de 1945, elle avait été promulguée afin d'empêcher les nazis de se cacher en France ! En fait, ce que les autorités ne pardonnent pas à Elizabeth, ce sont ses activités dans un comité écologique, dans un groupe femmes, et sa participation à la lutte pour la conservation de l'hôpital d'Apt. Elle risquait une amende. Une autre affaire avait eu lieu à Montpellier : M. Grotendieck avait hébergé un Japonais ! Un collectif pour l'abrogation de cette ordonnance de 45 s'est créé, et fait circuler une pétition.

Larzac : nouveaux labours contre l'armée

Le week-end passé, des paysans du Larzac ont labouré une terre anciennement agricole, aujourd'hui rachetée par l'armée. Ils l'ont ensuite ensemencée. Le produit de la récolte doit être versé à la caisse de solidarité des travailleurs de Millau, dont les ouvriers d'Heufer, qui occupent depuis 3 mois. Mardi soir, une trentaine de paysans du Larzac se sont opposés à l'aménagement d'un chemin dans le périmètre du camp militaire — chemin qui aurait pu se poursuivre par une route réservée à l'armée, hors du camp actuel. Ils ont décidé d'intensifier leur mobilisation.

Fête des travailleurs à Availles Limousine-Bellevue

Déjà, le 1^{er} mai dernier, des travailleurs de diverses professions et organisations syndicales s'étaient retrouvés au cours d'un méchoui pour mieux se connaître et échanger leurs luttes. Un projet est né, celui de se retrouver au cours d'une fête populaire. Ce serait l'occasion de la faire à «Bellevue» chez trois fermiers et fermières menacés d'expulsion par leur propriétaire, trois travailleurs menacés dans leur droit au travail... Nous voulons que cette fête se passe dans la détente, l'amitié et l'expression. À l'aide d'affiches, de stands, de films, sous forme de chants, de sketches et autour d'un méchoui, des travailleurs parleront aux travailleurs : les paysans diront aux ouvriers qui ils sont, les ouvriers expliqueront leurs conditions de vie et de travail, des travailleurs en lutte en rencontreront d'autres. Ainsi nous exprimerons encore plus la solidarité des uns vis-à-vis des autres.

La journée se terminera par un bal champêtre.

Cette fête se déroulera :

Le dimanche 30 avril 1978

à Availles Limousine - Bellevue (Vienne)

à partir de 10 heures

Nous appelons tous les travailleurs à venir nombreux...

Le comité de préparation

Un embouteillage... parmi d'autres

«Bien sûr pour nous l'embouteillage d'aujourd'hui provoque du retard : environ 30 à 45 minutes, nous dit un agent de la RATP, chargé de la régulation du trafic des autobus. Mais le 1^{er} avril par exemple on est resté bloqué une heure Porte d'Italie : il n'y avait pourtant pas de «grève de la circulation». Le «47» passe devant nous. «Regardez un peu l'entassement dans ce bus ! Avec la carte orange le nombre de voyageurs a presque triplé. Mais le nombre des bus et des agents n'a pas suivi. Jusqu'à 7 heures du matin, on atteint une vitesse moyenne de 20/25 km/h. Aux heures de pointe, elle tombe à 8 km/h ! Si la priorité était donnée aux bus, on pourrait faire des rotations bien plus nombreuses avec les mêmes frais en matériel. Il faudrait aussi embaucher du personnel».

Tchad :
200 Français rapatriés

AVEU DE GALLEY : LES SOLDATS FRANÇAIS COMBATTENT

200 membres des familles de coopérants français sont arrivés jeudi à Paris, en provenance du Tchad. Ils ont été évacués par crainte des développements que pourrait connaître la grève générale contre l'intervention française appelée pour jeudi et vendredi. Le gouvernement tchadien a annoncé que «Toute manifestation susceptible de perturber l'ordre public ou toute tentative d'entraver le libre exercice des activités des citoyens seront réprimées avec vigueur».

Les manifestations contre l'intervention française sont d'autant plus importantes qu'elles se déroulent en dehors des zones contrôlées par le gouvernement tchadien. C'est au Sud du pays que les premières manifestations ont eu lieu. Le FROLINAT contrôle et développe son activité dans le nord.

Le gouvernement français, par la bouche de Galley, ministre de la Coopération, a reconnu officiellement la présence de plusieurs centaines de soldats français et leur participation directe aux combats : «Il aurait été impensable que les soldats français n'agissent pas aux côtés des soldats tchadiens et à la demande des autorités de N'Djamena» a-t-il déclaré à l'Assemblée

Nationale. Plus qu'un aveu, c'est la définition d'une politique : elle consiste à maintenir par les armes la présence et l'influence de l'impérialisme français au cœur de l'Afrique, à la fois contre le peuple tchadien et face à l'ambition du FROLINAT qui ne lui offre pas les mêmes garanties que le gouvernement actuel.

Giscard, en envoyant ses troupes, prétend régler lui-même le sort du Tchad en négociant avec la Libye qui appelle à une nouvelle réunion le 7 juin à Tripoli. Le Figaro rapporte que des conversations secrètes ont eu lieu entre les deux gouvernements. Elles auraient entériné la présence des troupes françaises jusqu'à conclusion et respect d'un accord.

Le peuple tchadien oppose un refus à la tutelle que lui impose ainsi l'impérialisme français, qui signifie pour lui le massacre et la répression de masse qu'il a connus entre 1968 et 1975.

Bien plus, aujourd'hui les tractations en cours font planer une menace sur l'unité même du pays, en prétendant tracer des zones de contrôle réparties entre la France et le FROLINAT, division qui ouvre pour l'avenir une présence française renforcée, une menace constante.

IRAN : UN NOUVEL AN PAS COMME LES AUTRES

«Ce qu'une poignée de gens pauvres et ignorants ont fait à Tabriz n'a pas grande signification» déclarait voici quelques jours le Chah d'Iran dans une interview au *Sunday Times* à propos des soulèvements populaires qui, fin mars et début avril, ont ébranlé sa dictature. Déclenchées pour commémorer le 40^e jour de la mort, le 18 février dernier, des martyrs de Tabriz (durée du deuil religieux en Iran), c'est finalement dans plus de 50 villes que les manifestations se sont déroulées durant au moins dix jours. Parmi ces cinquante villes, il y a les principales villes d'Iran ; dans certaines, les manifestations ont continué bien après la première semaine d'avril. Aujourd'hui, les propos pleins de mépris du Chah apparaissent dérisoires au regard du premier bilan qui peut être tiré de cette vague de luttes, par le mouvement progressiste iranien. Avant tout, un fait fondamental se dégage : pour la première fois depuis le début de la dictature du Chah, celle-ci est sur la défensive.

La vague d'offensives populaires de la fin mars en Iran, a coïncidé avec le nouvel an iranien (l'année iranienne commence en effet avec le premier jour du printemps soit le 21 mars). Le peuple iranien avait en mémoire les printemps sanglants qui, depuis l'écrasement du soulèvement populaire de 63 avec ses 15 000 morts, voyaient toute tentative de résistance, même très limitée, novée dans le sang.

Ce printemps 78 a vu se nouer une situation toute différente.

LES FORCES DE RÉPRESSION SUR LA DÉFENSIVE

Outre les mots d'ordre reflétant partout l'exigence du renversement de la monarchie fasciste et de la suppression des liens de dépendance impérialiste, les méthodes de luttes ont été partout également offensives. En face, la troupe hésitait à tirer, et les agents de la Savak préféraient se terrer dans leurs locaux. L'évaluation approximative, par les étudiants iraniens, du nombre de victimes de la répression à une centaine, alors que les manifestations ont connu une ampleur et une durée inégalées et compte tenu des précédents sanglants, confirme l'attitude essentiellement défensive, finalement adoptée par le Chah, et ceci pour la première fois.

«ZOUR-ABAD»

De fait, c'est avec la lutte tenace, menée par le peuple iranien depuis trois ans pour le logement dans les quartiers pauvres de la banlieue de Téhéran que cette situation semble avoir vu le jour. Ce n'est pas par hasard qu'un de ces quartiers construits par le peuple et où celui-ci s'est opposé aux spécula-

tions, aux démolisseurs et à l'armée, a été baptisé : «Zour-Abad», ce qui signifie : «quartier conquis par la force». De récentes déclarations du Chah, au lendemain de la vague de soulèvements populaires, sont d'ailleurs venues sanctionner cette réalité : ainsi, le Chah a, pour la première fois, déclaré que l'adhésion au parti unique n'était «pas obligatoire», il a aussi reconnu formellement le droit jusqu'ici interdit, de manifester, en prétendant : «Les patriotes ont toujours été autorisés à manifester, ce sont les anarchistes violents qui n'en avaient pas le droit».

LES TENTATIVES DU CHAH

Après une telle remise en cause de son régime, le Chah essaie de reprendre la situation en mains, notamment de deux façons : par de nouvelles tentatives d'encadrement de la population, et par la tentative de rallier à lui certaines personnalités libérales qui ont participé au mouvement de masses contre le régime fasciste.

Pour l'encadrement de la population, le régime a par le biais du parti unique Rastakhiz, mis sur pied des comités dits «comités de patriotes» qui relaient la police dans la chasse aux «fauteurs de troubles», aux «agents de l'étranger», selon la terminologie officielle.

CONTRE L'OPPOSITION LIBÉRALE

Le pouvoir veut aussi se rendre maître de tout ou partie de l'opposition libérale. Ainsi, vis-à-vis de certaines personnalités libérales, il mène une offensive qui vise en définitive à les récupérer. Offensive sous une double forme : une vague d'attentats fascistes est destinée à les

NOUVEAU

**NOUVEL AN
IRANIE**

**10 HEURES
sur
l'Iran**

CONFÉRENCE DE PRESSE
EXPO PHOTO - DEBAT
MONTAGE DIAPO - FILM
CHANTS & DANSES
Patriotiques et
Folkloriques
THEATRE
Groupes Mus.
Amer. latine,
Ethiopie,
Arabe
Spécialités
Iranienne

50,
bd. Voltaire
Paris 11

J. E. I. F.
(C.I.S.N.U.)



Vendredi 28 avril
14 h - 24 h

50 boulevard Voltaire - Paris 11^e

intimider, en même temps qu'on tente de les convaincre de désavouer le mouvement populaire, la lutte violente des masses contre la dictature.

Le Shah voudrait sans doute amener ainsi une certaine partie du mouvement populaire de ces dernières semaines à composer avec lui. Il pourrait alors envisager de s'appuyer sur celle-ci, en lui demandant d'agir pour faire cesser la lutte. Le mouvement musulman, qui a joué un grand rôle dans les soulèvements récents, est en effet traversé de courants différents ; il y a des différences notables entre, par exemple, les étudiants religieux radicaux et très combattifs de Khom, et des milieux réformistes qui, au début du mouvement populaire, ont qualifié de «provocations» et condamné tout acte violent des manifestants contre les objectifs qui symbolisent le régime et la présence impérialiste.

L'impérialisme américain, en la personne de Carter, n'est sans doute pas défavorable à un élargissement dans ce sens du régime iranien, dans la mesure où les personnalités libérales renonceraient à l'anti-impérialisme sans ambiguïté qui a marqué le récent mouvement ainsi qu'à une remise en cause profonde du régime.

LA MENACE RÉVISIONNISTE

Mais aujourd'hui, une autre force politique intervient qui mise, pour renforcer sa propre influence, sur la division du mouvement populaire ; cette force, c'est le parti révisionniste Toudeh. S'il représente en l'état une force négligeable, il constitue cependant une menace potentielle assez importante pour l'avenir. Il condamne

tout acte de violence révolutionnaire de la part des masses en lutte, et il peut, à la faveur des circonstances actuelles, développer une audience auprès de couches petites ou moyennes bourgeoises en limitant les réclamations à certaines mesures d'«élargissement» telle que la suppression de la censure. Pour jouer ce jeu, le parti Toudeh bénéficie de l'appui de Moscou. Ainsi, Radio-Moscou n'a pas hésité à condamner les caractéristiques du mouvement populaire. A ce sujet, Radio-Moscou a salué les «marxistes véritables» qu'il oppose aux «maoïstes» iraniens, désignant par ce dernier vocable ceux qui ont participé aux affrontements avec les forces de répression. De même, Radio-Moscou a mis les provocations de la Savak sur le compte des «maoïstes». La presse officielle iranienne n'a pas hésité à citer abondamment ces commentaires soviétiques pour appuyer la condamnation du mouvement populaire.

Si elles accédaient au pouvoir, certaines personnalités libérales, par ailleurs méfiantes à l'égard d'une radicalisation du mouvement des masses, feraient l'objet d'importantes pressions extérieures, soit pour adopter une attitude conciliante à l'égard de l'impérialisme américain, soit pour tenter de se démarquer, développer les relations avec l'URSS et le parti Toudeh.

Mais la situation actuelle, même si la classe ouvrière iranienne ne s'est pas encore investie pleinement dans le mouvement, est favorable au développement de l'activité révolutionnaire pour la démocratie et une authentique indépendance de l'Iran.

J.P. Gay

Schmidt : restreindre les libertés

«Il est évident que ceux qui contreviennent à la loi, notamment les terroristes, ne peuvent pas prétendre à la jouissance sans restriction de l'intégralité des libertés accordées par notre Constitution... Il ne faut pas laisser aux ennemis de la liberté les mêmes libertés qu'aux défenseurs de la liberté» a déclaré Schmidt au Conseil de l'Europe, avant d'ajouter : «La France et l'Allemagne collaborent étroitement dans ce domaine».

Le procès de Klaus Croissant doit reprendre mardi prochain. Il donne la mesure des propos de Schmidt. Au cours d'une conférence de presse tenue par des avocats, mercredi, les violations de l'accord d'extradition ont été dénoncées. En effet, Croissant risque d'être jugé pour des motifs étrangers à l'arrêté d'extradition, au mépris des accords internationaux. Les possibilités de défense y sont de plus en plus restreintes.

Chevchenko : raisons politiques

Chevchenko, le diplomate soviétique qui a refusé de rentrer à Moscou, a affirmé qu'il n'avait pas décidé de rester aux USA pour des raisons sentimentales, mais pour des raisons politiques et philosophiques. Il s'est refusé à les préciser pour ne pas aggraver la situation entre les 2 super-puissances.

● Moscou a donné expressément l'ordre au pilote du Sikhoi de tirer sur le Boeing coréen qui survolait la zone de Mourmansk, affirme le correspondant à Moscou du Washington Post citant des sources soviétiques.

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 27 avril

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 50 - Comment faire
18 h 55 - Le village englouti
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Jean-Christophe
21 h 20 - L'événement
22 h 35 - Ciné-première
23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Formations politiques
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Le grand échiquier
23 h 15 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Un crime ordinaire. Film dramatique
21 h 55 - Journal et fin

Vendredi 28 avril

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 45 - Comment faire
18 h 55 - Le village englouti
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Le bon numéro
21 h 55 - Eugène Ionesco, poète
22 h 50 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les brigades du tigre
21 h 30 - Apostrophes
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Ciné-club : I Vitelloni. Film italien

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Les dossiers noirs. Le mystère Kennedy
22 h 45 - Journal et fin



Où comment récupérer les groupes femmes

« Pourquoi le mot féminisme fait-il reculer pâli trop de camarades ? La CGT n'est-elle pas, en fait, la plus féministe des organisations ? La surexploitation féminine doit être à la CGT l'objet d'une bataille véritablement mixte. N'y a-t-il pas tendance à qualifier de gauchiste toute velléité d'indépendance exprimée parfois de façon excessive ou tournée à tort contre les hommes ? »

On a les groupes que l'on mérite, et si nous dirigeons bien notre activité, les groupes femmes, ça va être nous. Ce n'est pas contradictoire d'être à la fois dans un groupe femmes, dans une commission du syndicat et dans une du planning du CE... »

C'est par cet assemblage de questions et d'affirmations contradictoires et « à

sensation » que la Vie Ouvrière, hebdomadaire de la CGT, présentait récemment un livre réalisé par les journalistes d'Antoinette, en collaboration avec le secteur féminin de la CGT, « Les questions qui font bouger ».

Ce livre reprend un certain nombre d'interventions de délégué(e)s à la 6^e conférence de la CGT sur les « femmes salariées aujourd'hui ». Et comme l'indiquait la présentation de la V.O., ce n'est pas tant les problèmes de l'exploitation des femmes qui sont abordés, que leur prise de conscience politique, les difficultés présentes rencontrées par un certain nombre de sections CGT pour organiser les femmes. Et toute une partie du livre est directement consacrée au phénomène

des groupes femmes, et de l'attitude à avoir devant leur développement et leur influence.

UNE DES CAUSES DE LA CRÉATION DES GROUPES FEMMES

Une participante au débat, d'une section CGT d'Air France, explique : « Une des causes de la création des groupes femmes me semble être le fait que nous hésitions devant la nouveauté. Par exemple, l'horaire mobile : on a affirmé des positions, sans essayer de négocier des avantages pour celles qui l'utiliseraient. Ainsi, le directeur d'Air France a proposé le travail à temps partiel et l'horaire mobile. Nous, au syndicat, on s'est appuyé sur les textes publiés par la Confédération sur l'horaire variable et, aux yeux des travailleuses, nous sommes apparus comme étant en opposition purement et simplement avec celui-ci et nous n'avons pas été suivis par les travailleuses qui nous ont dit : « On n'arrive pas à obtenir la réduction du temps de travail, on n'arrive pas à avoir des moyens de transports et des équipements collectifs corrects, alors c'est bien beau de nous dire qu'avec le Programme commun, avec le socialisme, on obtiendra tout ça, mais en attendant, on a des conditions de travail pénibles et on est en moyenne 14 h en dehors de chez nous, alors, que doit-on faire ? » Nous avons dû faire machine arrière et il a fallu négocier au coup par coup le maintien des avantages acquis. On a perdu des voix, des camarades qui militaient au sein de la commission féminine nous ont quittés, il y a eu création d'un groupe femmes à l'intérieur de l'entreprise. Tout cela parce que des nouveautés ça ne passe pas toujours dans notre

syndicat, on n'a pas l'habitude... »

Des interventions de ce genre, mettant en cause l'incapacité à prendre en compte les aspirations des femmes, ne manquent pas.

Mais face à ces interrogations, la réponse est souvent du genre : « Il ne faut pas exagérer ». Ainsi, une déléguée des PTT de Marseille répond : « Nous avons tout ce qu'il faut pour cela dans la CGT. Ce qui doit nous préoccuper, c'est l'amélioration de notre propre travail. Ne pas laisser à d'autres le soin de s'approprier nos luttes, nos succès, et même nos revendications », et une autre : « Nous avons beaucoup semé, mais la récolte risque de ne pas nous revenir dans des proportions correspondant à nos efforts... En quelque sorte, ce qui ne va pas, c'est la capacité à récupérer... Car c'est bien l'objectif du livre, qui n'apporte pas de réponse aux interrogations de ces syndicalistes. On ne leur parle que de placer des cartes, des abonnements à Antoinette, ou de changer la mentalité des hommes... Par contre, la réponse politique proposée est toujours la même : « Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus clairement pour les femmes que l'infériorité de leur situation est un fait social dont les causes fondamentales sont sociales : d'où la progression très importante des idées féminines pour les changements et leur intérêt pour les perspectives offertes par le programme commun de la gauche ».

Alors que pour de nombreuses femmes, il s'agit aujourd'hui de refuser cette mainmise, d'affirmer l'autonomie de leurs luttes, on peut douter que ces affirmations portent, d'autant que le Programme commun en question n'existe plus...

Et l'acier fut trempé

120^e épisode

Les contrebandiers se manifestaient toujours. Mais ils eurent de plus en plus de difficultés de la part des gardes-frontières et des jeunes. Antoniouk, un ancien tsariste, menait la vie dure aux gens de la région de Berezdov, devenue dangereuse...

Le bandit était difficile à capturer : quand il était serré de près, il passait la frontière, laissait passer quelque temps et réapparaissait au moment où on l'attendait le moins. Chaque fois qu'il apprenait un nouvel exploit sanglant de ce fauve insaisissable, Lissitsyne se mordait nerveusement les lèvres.

— Jusqu'à quand cette vipère continuera-t-elle à nous mordre ? Un de ces jours, je vais me mettre moi-même à sa poursuite, fulminait-il à travers ses mâchoires étroitement serrées. Et, à deux reprises, le président du comité exécutif s'était précipité sur une piste fraîche, emmenant avec lui Kortchaguine et trois autres communistes, mais le bandit lui avait échappé.

Du chef-lieu régional, on envoya à Berezdov un détachement chargé de réprimer le banditisme. Un certain Filatov, très élégant, arrogant comme un jeune coq, le commandait. Il ne jugea pas utile de se faire connaître du président du comité exécutif, comme l'exigeaient les règlements de la région frontière, et conduisit son détachement à Sémaki, un village voisin. Il arriva de nuit et s'installa avec ses hommes dans la première maison, à la limite du hameau. Ces inconnus armés

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

aux airs mystérieux attirèrent l'attention d'un habitant, membre du Komsomol, qui courut avertir le président du Soviet local. N'étant pas prévenu de l'arrivée du détachement, le président crut qu'il s'agissait d'une bande et dépêcha en toute hâte un cavalier au chef-lieu de district. La balourdise de Filatov faillit coûter la vie à plus d'un homme. Lissitsyne, informé en pleine nuit de la présence d'une « bande », alerta aussitôt la milice et galopa à Sémaki avec une dizaine d'hommes. Arrivés à la ferme, ils mirent pied à terre et se ruèrent sur la maison par-dessus les haies. Assommée d'un coup de crosse de mauser, la sentinelle en faction sur le seuil s'effondra lourdement et les assaillants firent irruption dans la pièce, faiblement éclairée par une lampe suspendue au plafond. Une main rejetée en arrière, prête à lancer une grenade, l'autre crispée sur le mauser, Lissitsyne hurla si fort que les vitres en tremblèrent :

— Rendez-vous ou je vous fais tous sauter !

Une seconde de plus et une grêle de balles aurait fauché les hommes à moitié endormis qui venaient de se redresser. Mais l'air effrayant de l'homme à la grenade fit se lever en l'air des dizaines de mains. Une minute plus tard, alors que les hommes du détachement étaient chassés dans la cour, en linge de corps, la décoration sur la tunique de Lissitsyne délia la langue de Filatov. Lissitsyne cracha furieusement par terre et

lança, avec un mépris foudroyant :

— Andouille !

Les échos de la révolution allemande se répétèrent jusque dans le district. On y entendit le crépitement de la fusillade sur les barricades de Hambourg. La région frontière était inquiète. On lisait les journaux dans une attente fiévreuse, les vents d'Octobre soufflaient de l'Occident. Le comité de district du Komsomol fut débordé de demandes d'enrôlement dans l'Armée rouge. Kortchaguine expliquait longuement aux délégués des cellules que le pays des Soviets pratiquait une politique de paix et qu'il ne se préparait à partir en guerre contre aucun de ses voisins. Mais il ne les persuadait qu'à moitié. Chaque dimanche, les komsomols de toutes les cellules se rassemblaient à Berezdov, et des assemblées générales pour le district se tenaient dans le jardin du pope. Un jour, à midi, la cellule de Poddoubtzy au grand complet fit son entrée, au pas cadencé, dans la vaste cour du comité de district. Kortchaguine la vit par la fenêtre et sortit sur le perron. Onze gars, Grichoutka Khorovodko en tête, bottés, sac au dos, s'arrêtèrent devant l'entrée.

— Que se passe-t-il, Gricha ? demanda Kortchaguine, étonné.

Mais Khorovodko lui fit signe des yeux et entra avec lui dans la maison. Quand il fut entouré par Lida, Razvalikhine et deux autres komsomols, il ferma la porte et, fronçant avec gravité ses sourcils décolorés, s'expliqua :

(à suivre)

Erythrée :

CE QUE PREPARENT MOSCOU ET LA HAVANE...

Entretien avec Mohamed ABOUBAKR représentant du FLE en Europe

Propos recueillis par Jean Paul Gay

« Il est très probable que, d'ici deux à trois semaines, le régime éthiopien va lancer avec les soviétiques et les cubains, une offensive de très grande envergure contre l'Erythrée, une offensive qu'ils ont préparée de longue date. Mengistu est actuellement à Cuba pour cela. C'est ce que vient de nous déclarer, il y a quarante huit heures, Mohamed Aboubakr, représentant en Europe du FLE (Front de Libération de l'Erythrée), l'un des deux fronts érythréens qui viennent de sceller une unité politique et militaire, au cours d'une réunion qui s'est achevée le 21 avril, à l'intérieur de l'Erythrée, dont ils contrôlent le territoire à plus de 90 %

Les réceptions simultanées, ces derniers jours, du dictateur d'Addis-Abeba, Mengistu Haïlé Mariam, par Fidel Castro, et d'Isidoro Malmierca, ministre cubain des Affaires étrangères, par les dirigeants soviétiques, avec les déclarations qui ont été prononcées à ces deux occasions, sont bel et bien une indication des préparatifs militaires en cours pour la guerre contre le peuple érythréen. A la Havane, Castro a rappelé son appui total au dictateur Mengistu : « Au sein de la direction révolutionnaire cubaine, nous savions très bien qu'un jeune officier, appelé Mengistu, aux idées politiques claires, au caractère audacieux et énergique (1), était l'expression la plus avancée et ferme au milieu du tourbillon politique et social qu'a laissé derrière lui l'insolite et extraordinaire événement qu'est la révolution éthiopienne ».

MOSCOU ET LE « RESPECT DES FRONTIERES »

Au même moment, le communiqué soviéto-cubain publié à Moscou exprimait l'hommage rendu par les soviétiques à leurs mercenaires. « L'Union soviétique, y est-il dit, apprécie hautement la politique étrangère active (1) menée par Cuba ». Le même communiqué souligne : « L'Union soviétique et Cuba préconisent l'établissement d'une paix durable sur la base de (...) l'inviolabilité des frontières ».

On sait ce que cela signifie pour le peuple érythréen, c'est le refus de lui reconnaître son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, alors que l'Ery-

thrée, qui ne fut jamais province éthiopienne, a été annexée de force en 62 par Haïlé Sélassié, avec l'appui total des États-Unis qui voulaient y disposer de la base d'Asmara, près de la mer Rouge. L'URSS et Cuba qui, jusqu'en 77, reconnaissaient officiellement ce droit à l'indépendance de l'Erythrée, ont changé de position dans la mesure où le Kremlin veut faire de l'Éthiopie un point d'appui, fort, pour les ambitions soviétiques en Afrique, ambitions qui génèrent l'établissement au bord de la mer Rouge d'un État érythréen authentiquement indépendant, refusant comme les deux actuels fronts de libération, de se laisser inféoder par quiconque.

QUELLES NÉGOCIATIONS ?

Mohamed Aboubakr nous a indiqué que le mouvement de libération érythréen a cherché à prendre contact avec l'URSS, Cuba, et le Sud-Yémen, pour entamer des négociations, ceci par l'intermédiaire de l'OLP, de l'Algérie et la Libye qui, dit-il « soutiennent notre lutte ». Ces contacts continuent. Mais les appels à la négociation lancés jusqu'ici par le FLE et le FPLE se sont heurtés à une fin de non-recevoir. « Nous sommes toujours prêts à négocier pour arriver à une solution démocratique qui ramène la paix », nous a dit Mohamed Aboubakr, « mais, ces négociations ne peuvent se dérouler qu'en prenant en considération notre volonté d'indépendance totale. Il faut que Addis-Abeba reconnaisse notre droit à l'autodétermination et l'indépendance, et qu'il reconnaisse nos deux fronts, le FPLE



Les flèches indiquent les directions probables assignées aux concentrations ennemies.

et le FLE, comme seuls représentants du peuple érythréen ».

Au sujet de la constitution d'une éventuelle « fédération de la Corne de l'Afrique » préconisée par les soviéto-cubains, le représentant du FLE nous rappelle la position invariable du mouvement de libération érythréen : « Une fédération ne peut être créée qu'entre États indépendants selon une décision librement consentie, et non pas imposée par la force. Il faut respecter la volonté du peuple érythréen ».

LA SEULE « ISSUE » POUR ADDIS-ABEBA ET MOSCOU

Dans ces conditions, pour Addis-Abeba, pour les Soviétiques et les Cubains, qui constatent que le peuple érythréen ne cède pas, il n'y a plus comme « issue » que l'agression sanglante. Les actuels bombardements au napalm, à proximité des dernières villes érythréennes occupées et qu'assiègent les maquisards sont le prélude à un matraquage sans précédent. « Nous lançons un appel, déclare M. Aboubakr, pour que les organisations humanitaires et les organisations progressistes condamnent la guerre de génocide menée par le gouvernement éthiopien et ses alliés, et pour qu'elles apportent une aide morale et matérielle au mouvement de libération de l'Erythrée ».

Concernant les actuels préparatifs d'agression, Mohamed Aboubakr nous a indiqué qu'elle allait probablement se déployer selon trois axes. 25 000 soldats éthiopiens sont actuellement massés à la frontière soudanaise, prêts à se lancer le long de la frontière entre l'Erythrée et le Soudan, en vue de couper les voies de ravitaillement des maquisards érythréens.

25 000 autres soldats érythréens sont massés dans le nord de l'Éthiopie, à proximité

d'Humera, tandis que 30 000 autres soldats assiègent à Asmara tenteraient de sortir de la capitale pour l'offensive combinée avec les deux autres concentrations de forces. Tout ceci avec l'appui d'un matériel soviétique énorme, de la logistique soviéto-cubaine et de milliers de mercenaires cubains. Ils veulent reprendre notamment le contrôle de la région de Barentu — ville située entre Tessene et Agordat — importante voie de passage entre l'Éthiopie et l'Erythrée.

UNE NOUVELLE « MARCHÉ ROUGE »

Les projets d'agression incluent aussi une nouvelle « marche rouge » pour laquelle 300 000 paysans enrôlés par le régime de Mengistu sont dirigés vers le nord de l'Éthiopie afin de préparer l'invasion de l'Erythrée ; ceci est assurément un des aspects les plus odieux de cette guerre d'agression. Les « milices paysannes » ainsi enrôlées sont composées de paysans qui, dans le cadre du mouvement démocratique en Éthiopie qui a renversé Haïlé Sélassié, s'étaient organisés pour exproprier les féodaux et contrôler eux-mêmes la redistribution des terres.

Le régime de Mengistu, qui s'est installé à la faveur de ce mouvement populaire en tentant de le dévoyer, avait enrôlé des paysans pour en faire de la chair à canon sur le front de l'Erythrée. Mais les deux tentatives précédentes de « Marche rouge », en juin 76 et juin 77, se sont soldées par un fiasco, et des milliers de « miliciens » sont aujourd'hui en Erythrée des prisonniers de guerre que le gouvernement d'Addis-Abeba refuse, d'ailleurs, de reconnaître comme tels. Si aujourd'hui, grâce à l'énorme pont aérien soviétique, ces « milices » sont mieux équipées, il leur manque toujours un élément essentiel : la détermination à se battre.

Car l'expérience récente l'a montré : lorsque les paysans éthiopiens pénètrent en Erythrée et se trouvent au contact des paysans et nomades érythréens combattant dans le maquis et organisant une vie nouvelle, ils comprennent vite que la cause de Mengistu n'est pas la leur.

L'UNITÉ

Face à la grave menace qui pèse aujourd'hui sur l'Erythrée, l'unité du mouvement de libération est plus que jamais nécessaire et l'accord en cours est de ce fait d'une singularité portée. « La réunion qui s'est achevée le 21 avril, nous a dit Aboubakr, est parvenue à un accord total entre les deux fronts, avec la constitution d'un commandement politique suprême composé de trois membres du FLE et de trois du FPLE, la création de plusieurs comités pour la coordination militaire, pour les questions économiques et sociales, pour l'information. Durant 6 mois, les comités vont étudier tous ces problèmes en vue de la convocation d'un Congrès national ».

Pour le représentant du FLE, cet accord découle des nécessités de la lutte, mais aussi du fait, selon lui, qu'il n'y a « pas de divergences idéologiques fondamentales entre les deux fronts ».

La responsabilité historique de la division incombe, selon M. Aboubakr, à Osman Sabbe, chargé pendant un temps des relations extérieures du FLE, et qui se soumit à d'importantes pressions étrangères. « Notre objectif, dit-il, après l'indépendance, est de créer une République démocratique et socialiste ». Selon lui, le niveau atteint aujourd'hui par la mobilisation des masses est garant de l'avenir, comme il est garant de la capacité de faire face à l'agression en préparation.

Dans L'Humanité de mardi

La « gène » du PCF

« Après les affrontements dramatiques de l'Ogaden, la Corne de l'Afrique reste au premier plan de l'actualité (...) Les dernières déclarations faites par les responsables militaires du gouvernement éthiopien laissent entendre clairement que toute idée de négociation entre le comité militaire provisoire (DERG) et les mouvements de libération érythréens, est abandonnée à Addis-Abeba et que la parole est maintenant aux armes », écrit Robert Lambotte dans L'Humanité de mardi. « On ne peut admettre aujourd'hui, poursuit-il, que la seule solution retenue pour régler le problème érythréen soit celle de la force. Les conséquences en seraient catastrophiques (...) On imagine les moyens de destruction massive qui seraient nécessaires pour écraser ce mouvement de libération d'ampleur nationale. Sans compter que nul ne peut affirmer que cette expédition militaire de grande envergure resterait circonscrite dans les limites territoriales qu'on semble lui fixer aujourd'hui ». Et Lambotte de recommander que l'on « tienne compte du sentiment national érythréen ».

Ce commentaire, le premier du genre, dans l'Humanité, témoigne de la gêne que cause au PCF, aujourd'hui, le premier engagement militaire direct et massif du social-impérialisme contre un mouvement de libération du Tiers-Monde, dont l'authenticité peut difficilement être contestée. Il reste que L'Humanité ne dit toujours mot de l'agression soviéto-cubaine, elle refuse toujours de dire qui est dans son droit. Tant il est vrai que, globalement, vis-à-vis du Tiers-Monde, les révisionnistes français s'alignent toujours sur les positions essentielles de Moscou.